

Université Paris-Panthéon-Assas

Institut Français de Presse (IFP)

Mémoire de Master 2 Médias et mondialisation
dirigé par M. le Professeur Fabrice d'Almeida

*Russia Beyond the Headlines, une exception au sein de la
diplomatie publique russe ? Le cas des suppléments diffusés par
Le Figaro de 2009 à 2016.*



PANTHÉON-ASSAS
UNIVERSITÉ
PARIS

Sarah Lievain

Sous la direction de M. le Professeur Tristan Mattelart et Mme le
Professeur Valérie Devillard

Juin 2022

Mémoire de Master 2 / Juin 2022

Avertissement

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans ce mémoire ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leur auteur.

Remerciements

J'adresse mes plus sincères remerciements à M. Tristan Mattelart et Mme Valérie Devillard pour leur disponibilité à toute épreuve, leurs conseils de qualité et les outils de réflexion qu'ils ont su nous transmettre avec passion lors de ces deux années de master.

Je tiens également à remercier l'ensemble des personnes ayant accepté de me consacrer leur temps pour me parler avec justesse et franchise de ce chapitre singulier dans leur vie professionnelle.

Résumé

Depuis le second mandat de Vladimir Poutine, la diplomatie publique russe renaît de ses cendres. Tandis que les entités culturelles de ce nouveau dispositif se tournent en priorité vers « l'étranger proche » du pays, la chaîne RT revendique une approche « alternative » de l'information destinée à concurrencer l'offre des médias anglo-saxons. Si ces initiatives suscitent un grand intérêt puisqu'elles reflètent une conception ajustée du *soft power* au sommet de l'État, *Russia Beyond the Headlines* (RBTH) n'a jusqu'à présent fait l'objet d'aucune étude de recherche en France bien qu'il ait été une incarnation importante de ce dispositif.

Entre 2007 et 2016, RBTH, initiative financée par le journal officiel *Rossiïskaïa Gazeta*, diffuse une fois par mois des suppléments en plusieurs langues destinés à « favoriser une meilleure connaissance de la Russie » au sein d'une quarantaine de titre de presse influents, parmi lesquels le *Washington Post*, le *Daily Telegraph*, *La Repubblica*, le *Süddeutsche Zeitung*, *Mainichi* ou encore *The Economic Times*. À partir de 2008, année du remaniement de la ligne éditoriale de RT, RBTH endosse seule la responsabilité de produire une information russocentrée, convergente avec l'actualité des pays au sein desquels elle se déploie.

Notre étude identifie la place qu'occupe RBTH au sein de ce dispositif d'influence. À l'aide de témoignages et d'analyses, nous montrons que le format partenarial de ce média lui permet de s'aligner avec les grands principes du *soft power*. L'étude des suppléments *La Russie d'Aujourd'hui* (renommés *Russia Beyond the Headlines* en mars 2014) diffusés au sein du *Figaro* de novembre 2009 à avril 2016 nous permet de relever les spécificités de la ligne éditoriale de ce projet axé notamment sur la coopération économique franco-russe, ainsi que le rapprochement politique et culturel.

Mots clés : Russia Beyond the Headlines – RBTH – La Russie d'Aujourd'hui – Diplomatie publique russe – Soft Power – Miagkaïa Sila – Supplément

Introduction

« Ce partenariat est très important pour *Le Figaro*, parce que c'est un partenariat entre un grand journal russe et le plus grand quotidien français. D'entrée de jeu, le supplément était de bonne qualité et ce qui est important, c'est que cette qualité demeure, il y a vraiment à travers les journalistes qui font les articles de *La Russie d'Aujourd'hui* un niveau de compétence, d'expertise, de professionnalisme qui font que c'est à chaque fois un numéro de très bonne qualité. Je suis heureux de voir que ce niveau est maintenu au fil des numéros¹ », Étienne Mougeotte, directeur des rédactions du *Figaro* de 2007 à 2012, circa 2011.

Ces propos tenus par le directeur des rédactions du *Figaro* au sein duquel se déploie entre 2009 et 2016 le supplément mensuel *La Russie d'Aujourd'hui* produit par *Russia Beyond the Headlines* (RBTH) révèlent l'adhésion que suscite cette initiative émanant du journal officiel russe *Rossiïskaïa Gazeta* auprès de titres influents de la presse écrite internationale. Si le modèle partenarial de RBTH rappelle celui des « Centres russes » de la fondation Rousski Mir hébergés par des universités étrangères et le titre de son insertion française, *La Russie d'Aujourd'hui*, se confond avec celui du réseau RT, dont l'acronyme signifie « *Russia Today* », RBTH se distingue en réalité à plusieurs égards de ces entités de la diplomatie publique russe. Entre 2007 et 2016, le média s'efforce en effet de « favoriser une meilleure connaissance de la Russie² » à travers des articles soumis aux exigences journalistiques de ses médias partenaires. Cette quête de « qualité », selon le terme employé par Étienne Mougeotte, invite ainsi à reconsidérer ce versant ignoré du

¹ Cette citation est tirée de la rubrique « Ils parlent de nous » insérée dans l'édition inaugurale du supplément *La Russie d'Aujourd'hui* du quotidien belge, *Le Soir*. Le partenariat éponyme entre RBTH et *Le Figaro* avait débuté deux ans plus tôt en novembre 2009. Voir l'insertion *La Russie d'Aujourd'hui*, *Le Soir*, 29 mars 2011, p.2. Disponible sur issuu.com.

² Voir le supplément *La Russie d'Aujourd'hui*, 18 novembre 2009, p.7. Disponible sur issuu.com.

dispositif étatique russe, qui s'inscrit dans un contexte plus large de « retour » de la Russie sur la scène internationale.

- **Le retour de la puissance russe sur la scène internationale**

La restauration de la puissance russe est au cœur des préoccupations du Kremlin depuis l'effondrement de l'Union des républiques socialistes soviétiques (URSS). Si les années 90 semblent conduire au « déclin irréversible¹ » de la Fédération de Russie, des tentatives de sauvegarde des intérêts du pays sont déjà à l'œuvre lors des deux mandats de Boris Eltsine (1991-1999). Fondée quelques jours avant la dissolution de l'URSS, la Communauté des États indépendants (CEI) a pour ambition de rebâtir la relation entre le Kremlin et son « étranger proche », désormais constitué d'États souverains². Quelques années plus tard, la création de l'Union de la Russie et de la Biélorussie permet au pays de resserrer ses liens avec une ancienne république soviétique³. En matière de « légitimité internationale », l'entrée de la Russie au Conseil de l'Europe en 1996 participe à la démonstration de la « conversion démocratique » du pays⁴. Si ces initiatives présagent la réinsertion lente mais certaine, de la puissance russe dans l'arène mondiale, les propos que tient Vladimir Poutine à la veille de sa nomination par intérim au pouvoir dans son manifeste *La Russie au tournant du millénaire* dessinent les contours de la décennie à venir. « La Russie a été et demeure une grande puissance⁵ » rappelle-t-il avant de souligner la nécessité de faire renaître un « État fort ».

Au cours des années 2000, la hausse des prix d'exportation des hydrocarbures et la reprise en main par l'État du secteur de l'énergie⁶ facilitent le « retour » du pays sur la scène internationale. Avec l'ambition de se présenter comme un « grand centre de pouvoir » et de faire valoir sa conception multipolaire du monde, la Russie se montre

¹ TEURTRIE, David, *Russie : le retour de la puissance*. Malakoff : Armand Colin. 2021, p.1.

² VAN HERPEN, Marcel H, *Putin's Wars : The Rise of Russia's New Imperialism*, Second Enlarged Edition, Lanham, Boulder, New York, London: Rowman & Littlefield, 2015, p.62.

³ *Ibid.*, p.63.

⁴ MASSIAS, Jean-Pierre, « La Russie et le Conseil de l'Europe : dix ans pour rien ? », in Th. Gomart et T. Kastoueva-Jean (dir.), *Russie, Nei.Visions*, 2007, coll. « Travaux et recherches », IFRI, Paris, 2007, pp. 103-119.

⁵ « Rossiâ za rubeže tysâçetij » [La Russie au tournant du millénaire], in *Nezavisimââ Gazeta*, 30 décembre 1999, ng.ru.

⁶ TEURTRIE, *Russie : le retour de la puissance*, 2021, *op. cit.*, p. 62-65.

pragmatique dans ses relations avec l'Occident. Les attentats du 11 septembre permettent un rapprochement temporaire entre Moscou, alors engagée dans une « opération anti-terroriste¹ » en Tchétchénie, et Washington, qui lance une « guerre contre le terrorisme ». Grâce à certains gestes forts comme celui d'autoriser le transit de matériel de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) sur son territoire, la Russie entend faire de la lutte contre le terrorisme en Afghanistan une priorité commune aux deux puissances². La création du Conseil Russie-OTAN l'année suivante précise, quant à elle, cette coopération militaire renaissante³. En parallèle de cette « lune de miel » diplomatique, la Russie resserre ses liens avec les pays de l'ancien espace soviétique par des « gestes habiles et peu coûteux⁴ ». Son rapprochement avec le président ukrainien Léonid Koutchma conduit à la signature d'accords clés dans le domaine de l'énergie et se traduit par des événements symboliques. L'année 2003 sera celle de la Russie en Ukraine. En Asie centrale, la Russie cumule les succès. L'adhésion de l'Ouzbékistan au Conseil des Ministres de la Défense de la CEI incarne le réchauffement diplomatique entre les deux pays, tandis que la ratification en octobre 2002 de la Charte de l'Organisation du traité de sécurité collective (OTSC) rapproche la Russie d'un rêve, celui de devenir le « Gendarme de l'Eurasie⁵ ».

Alors qu'une alliance russo-européenne se précise lors de l'opposition de concert en 2003 de Paris, Berlin et Moscou à l'invasion américaine de l'Irak, les révolutions de couleur qui surviennent en Géorgie, en Ukraine et au Kirghizistan sont perçues comme une ingérence occidentale au sein de l'élite dirigeante russe. À partir de mars 2004, période d'adhésion des trois États baltes à l'OTAN et à l'Union européenne (UE), la Russie cesse sa politique de la main tendue. Lors de la Conférence de Munich sur la sécurité en 2007, Poutine manifeste son ressentiment à l'endroit des États-Unis dont il perçoit le renforcement de la présence militaire aux frontières

¹ VAN HERPEN, *Putin's Wars*, 2015, *op. cit.*, p.187.

² BREAUULT, Yann, et.al, « Chapitre 2. Le pragmatisme et les succès de Poutine (1999-2003) », *La Russie et son ex-empire. Reconfiguration géopolitique de l'ancien espace soviétique*, sous la direction de Lévesque Jacques, Breault Yann, Jolicœur Pierre. Presses de Sciences Po, 2003, pp. 70-71.

³ TEURTRIE, 2021, *op. cit.*, p.129.

⁴ BREAUULT, 2003, et. al., *op. cit.*, p.59.

⁵ VAN HERPEN, 2015, *op. cit.*, p.69.

russe comme un frein à leur « confiance mutuelle¹ ». Le retrait provisoire de la Russie du Traité sur les forces armées conventionnelles en Europe (Traité FCE) est envisagée comme une réponse à cette conduite américaine jugée hégémonique.

Si le mandat de Dmitri Medvedev (2008-2012) mené en tandem avec Poutine est placé sous le signe de la modernisation de l'économie russe et d'un assouplissement des relations du pays avec les États-Unis, les objectifs de politique étrangère russe se précisent. La « démonstration de force² » que mène la Russie sur le territoire géorgien en août 2008 confirme son aspiration à exercer un droit de regard sur son « étranger proche ». Présentée par la pouvoir dirigeant comme une « intervention humanitaire³ », cette offensive survient quelques mois après le Sommet de Bucarest durant lequel la Géorgie et l'Ukraine avaient fait part de leur volonté d'intégrer l'OTAN⁴. Toutefois, cette victoire militaire est rapidement mise de côté comme le confirme le « *reset*⁵ » décrété par l'administration Obama l'année suivante et le lancement en 2010 de l'Union économique eurasiatique. Notre recherche débute à l'aube de cette « parenthèse » politique, qui conjugue un renouveau politique interne avec un raidissement de la politique extérieure russe. Si l'usage de la coercition s'intensifie en effet à partir de 2008, la sphère dirigeante russe se montre également ouverte à l'exercice de nouvelles formes de puissance, comme le *soft power*.

- **Le *soft power*, une nouvelle façon d'envisager les relations internationales**

Le *soft power*, traduit en français par « puissance douce », est un concept important en relations internationales, dont la compréhension s'avère utile pour saisir la nouvelle posture russe à l'égard de l'influence. Joseph S. Nye, Jr. l'introduit en 1990 dans l'ouvrage *Bound to Lead*. Un an avant l'éclatement de l'URSS, Nye, qui est alors Directeur du Centre pour les affaires internationales à l'université Harvard, s'interroge sur les mutations du pouvoir américain. Il estime que les thèses « déclinistes » et « hégémonistes » appliquées au cas américain sont erronées puisqu'elles se limitent à une conception traditionnelle du pouvoir sans en considérer les effets relationnels. Or, selon lui, la puissance d'un pays demeure hypothétique [*potential*] tant que ses ressources ne sont pas

¹ Document disponible sur kremlin.ru.

² TEURTRIE, 2021, *op. cit.*, p.131.

³ VAN HERPEN, 2015, *op. cit.*, p.233.

⁴ Article 23 de la Déclaration du Sommet de Bucarest s'étant tenue le 3 avril 2008.

⁵ « President Obama & President Medvedev Joint Press Conference », The Obama White House, 25 juin 2010. Disponible sur youtube.com.

« converties » en puissance effective [*realized power*]¹. Sans sous-estimer la portée dissuasive des ressources militaires, il propose d'envisager la puissance non plus simplement comme la capacité à recourir aux outils de *hard power* que sont les « carottes » et les « bâtons² », mais comme celle de pouvoir orienter les « préférences » d'un pays par les « ressources de puissance intangibles » que sont « la culture, l'idéologie et les institutions³ ». En d'autres termes, il ne s'agit plus de contraindre un interlocuteur « à faire ce que l'on veut qu'il fasse » mais à le mener par la cooptation « à vouloir ce que l'on veut⁴ ». Nye précise sa réflexion en 2004 dans *Soft Power*, qui paraît après l'offensive américaine en Irak. « [G]agner la paix est bien plus difficile que de gagner une guerre, et le *soft power* est essentiel pour gagner la paix⁵ » rappelle-t-il en guise d'ouverture. Dans ce second ouvrage, moins dense que le précédent, il formule des recommandations pour réorienter la politique étrangère américaine. Contrairement au *hard power*, le *soft power* repose sur la pratique du temps long, ses ressources étant plus complexes et contraignantes à déployer⁶. Mener une politique extérieure et intérieure cohérente est essentiel par ailleurs pour susciter l'adhésion d'un interlocuteur. « Lorsque nos politiques sont perçues comme légitimes aux yeux des autres, notre *soft power* s'accroît⁷ » rappelle-t-il. En complément de l'enjeu de la cohérence, celui de la légitimité repose sur une distinction entre les pratiques de l'État et celles de la société civile. « [L]e *soft power* n'appartient pas à l'État de la même manière que le *hard power*⁸ » insiste Nye. Ainsi, en déplaçant son attention vers les effets relationnels du pouvoir, Nye accorde une place particulière à « [l]a capacité à partager de l'information – et à être cru⁹ ».

- **La « force douce », une interprétation proprement russe d'un concept libéral**

Jusqu'au milieu des années 2000, le *soft power* est une notion méconnue en Russie. À l'aide de la base de données *East View Universal*, qui accueille le plus grand nombre de travaux en langue russe, Jeanne Wilson constate qu'aucune référence au *soft power*, ni à sa

¹ NYE, Joseph S., Jr., *Bound to Lead : The Changing Nature of American Power*, New York, Basic Books, 1990, p.27.

² *Ibid.*, p.31.

³ *Ibid.*, p.32.

⁴ *Ibid.*, p.31.

⁵ NYE, Joseph S., Jr., *Soft Power : The Means to Success in World Politics*, New York, Public Affairs, 2004, p.XII.

⁶ *Ibid.*, p.100.

⁷ *Ibid.*, p.X.

⁸ *Ibid.*, p.14.

⁹ *Ibid.*, p.31.

traduction russe, « *miagkaïa sila* », n'est établie avant cette période. Elle remarque également que l'ouvrage *Bound to Lead* n'a fait l'objet d'aucune traduction russe depuis sa parution en 1990, ce qui explique l'essor différé de ce terme au sein du pays¹. Si le monde universitaire russe se montre attentif au travail de Nye dès 2004, son appropriation politique arrive bien plus tardivement. Le ministre des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, est la première personnalité publique à faire allusion au concept lors d'une allocution devant des représentants d'organisations non-gouvernementales (ONG) en 2007. Il reconnaît alors la pertinence du concept pour « influencer une situation ou un partenaire au moyen de sa culture et de sa civilisation, ainsi que par sa politique étrangère² » et souligne l'importance de diffuser une image « objective de la Russie [...] ni pire, ni meilleure ». D'autres personnalités, comme Andreï Illarionov, ancien conseiller économique en chef du président, et Konstantin Kossatchev, l'actuel président la commission pour les Affaires étrangères de la Douma, se montrent également favorables au terme. Toutefois, il faut attendre 2012 pour que Vladimir Poutine se prononce sur cette notion. Dans un manifeste publié un mois avant les élections présidentielles dans le quotidien *Moskovskie Novosti*, il en livre une interprétation ambiguë : « La notion de '*miagkaïa sila*' [*soft power*] est employée de plus en plus fréquemment. Il s'agit d'un ensemble d'instruments et de méthodes destinés à atteindre des objectifs de politique étrangère sans prendre les armes, mais en utilisant l'information ou d'autres leviers d'influence. [...] Toutefois, pour ce qui est des 'pseudo-ONG' [...] dont le but est de déstabiliser la situation de tel ou tel pays avec un soutien étranger, leurs activités sont inacceptables³ ». En formulant cette nuance à l'égard de « pseudo-ONG » dont il dénonce plus loin les activités « illicites », Poutine propose une conception « négative et réductrice⁴ » du *soft power* qui s'oppose à l'essor de la société civile. La réticence des officiels à employer l'anglicisme *soft power* dans leurs discours est également révélatrice de cette réception ambivalente. En effet, l'expression russe *miagkaïa sila*, qui signifie littéralement « force douce », fait autorité depuis 2004. Maxime Audinet estime que l'allusion à la « force » plutôt qu'à la « puissance » permet d'insister sur « le caractère instrumental du *soft power*, conçu comme un moyen plutôt que comme une action⁵ ». Il souligne d'ailleurs que cette interprétation ajustée du *soft power*,

¹ WILSON, Jeanne. « *Soft Power : A Comparison of Discourse and Practice in Russia and China* », in *Europe-Asia Studies*, vol.67, n°8, 2015.

² Disponible sur mid.ru.

³ Disponible en anglais sur le site de l'ambassade russe de Grande-Bretagne : rusemb.org.uk.

⁴ AUDINET, Maxime. « Une fabrique étatique du soft power : Acteurs et pratiques de l'influence par la diplomatie publique en Russie post-soviétique », thèse, Université Paris Nanterre, 2020, p.115.

⁵ *Ibid.*, p.98.

perçu comme un jeu à somme nulle, s'est imposée dans les doctrines officielles depuis le troisième mandat de Poutine¹. Dans cet ajustement, le principe d'attraction, pourtant essentiel à la vision de Nye, est ainsi marginalisé au profit d'une vision proprement russe. En référence à la métaphore attribuée au militaire Jean Bernadotte, Marcel van Herpen estime, quant à lui, que la Russie pratique un *hard power* dans un gant de velours². Ces réajustements auraient selon lui conduit à une « triple réduction³ » du *soft power* par l'éloignement de la société civile, par l'appauvrissement de la signification initiale du terme à un processus de concurrence et même par l'intégration de pratiques illégales comme la corruption.

- **De la propagande vers la diplomatie publique : la banalisation de l'influence**

La diplomatie publique, moins controversée en Russie que le *soft power*, est une manière volontariste de contribuer à l'essor de l'influence d'un pays. Elle est ainsi d'un grand intérêt pour notre sujet qui est une incarnation parmi d'autres des initiatives d'influence russes. La diplomatie publique se distingue de la diplomatie traditionnelle puisqu'elle désigne une « forme de diplomatie indirecte court-circuitant les canaux traditionnels, afin de conditionner l'opinion publique d'un État étranger et de façon à avoir un impact détourné sur l'agenda politique de son gouvernement⁴ ». Elle s'institutionnalise aux États-Unis en 1965 grâce au travail que réalise le doyen de l'école Fletcher de Droit et de Diplomatie à l'université Tufts, Edmund Gullion, au profit de l'United States Information Agency (USIA) consacrée à la diplomatie publique du pays. Fondée en 1953, l'USIA cherche alors une expression bénigne pour distinguer son domaine d'activité de celui de la propagande, pratique discréditée après la Seconde guerre mondiale en raison de son association au totalitarisme⁵. Bien que la frontière entre la propagande et la diplomatie publique soit poreuse, des caractéristiques formelles permettent de distinguer ces deux modes d'influence. En s'appuyant sur Nye qui affirme en 2004 « *[e]ffective public diplomacy is a two-way street that involves listening as well as talking*¹ », Jan Melissen souligne que la propagande n'accorde aucune place au dialogue dans sa stratégie de

¹ *Ibid.*, p.104.

² VAN HERPEN, Marcel, *Putin's Propaganda Machine : Soft Power and Russian Foreign Policy*, Lanham, Rowman & Littlefield, 2016, p.27.

³ *Ibid.*, p.27.

⁴ RAVIOT, Jean-Robert (dir.), *Russie : vers une nouvelle Guerre froide ?*, Paris, La Documentation française, Doc en poche n°54, 2016, p.155.

⁵ CULL, Nicholas J., « *Public Diplomacy before Gullion* », in SNOW, Nancy, TAYLOR, Philip M. (dir.), *Routledge Handbook of Public Diplomacy*, New York, Routledge, 2009, Chapitre 3, p.5.

persuasion. Maxime Audinet va plus loin en indiquant qu'elle « verrouille chez son destinataire toute possibilité de réponse et de délibération² ». Par ailleurs, les finalités divergentes de ces deux pratiques permettent également de les distinguer. D'après Rhonda Zaharna, la propagande cherche à déstabiliser sa cible par la coercition et la tromperie selon une logique militaire, tandis que la diplomatie publique cherche l'adhésion de son interlocuteur en bâtissant des initiatives fondées sur la transparence et la crédibilité³. Ainsi, bien que dans certains cas ces notions se confondent, nous préférons au prisme de la propagande celui de la diplomatie publique pour étudier les pratiques contemporaines d'influence russes et en particulier celles déployées par *RBTH*.

- **Les entités culturelles et médiatiques au cœur de la relance de la diplomatie publique russe**

Officiellement, la relance de la diplomatie publique russe est envisagée comme un moyen de rebâtir l'image internationale du Kremlin auprès de son étranger proche et lointain. Officieusement, l'État russe poursuit une mission plus complexe destinée à réaffirmer la pertinence de son *leadership* dans sa zone d'influence traditionnelle, ainsi que la singularité de son identité culturelle¹. *RBTH* étant un projet à la croisée de l'information et de la promotion culturelle, l'étude des principales entités médiatiques et culturelles de cette diplomatie publique russe s'avère utile. Le réseau RT est la première et la plus importante incarnation de ce dispositif d'influence. Il est initialement investi d'une mission qui s'apparente à un objectif classique de *soft power*. Toutefois, à l'été 2008, le groupe abandonne cette stratégie douce pour se consacrer à la remise en question des médias « *mainstream* » et du monde libéral occidental à travers une ligne éditoriale « alternative ». En parallèle de cette nouvelle création médiatique, l'État russe soutient le développement d'entités destinées à favoriser la « coopération humanitaire internationale » en particulier entre la Russie et son « étranger proche ». Établie en 2007, la fondation Rousski Mir [Monde russe] déploie entre autres des « Centres russes » à travers le monde au sein d'établissements universitaires étrangers dont certains de grande notoriété. L'agence fédérale Rossotroudnitchestvo œuvre, quant à elle, depuis 2008 à la « sauvegarde de

¹ NYE, 2004, *op. cit.*, p.111.

² AUDINET, 2020, *op. cit.*, p.50.

³ ZAHARNA, Rhonda S., *Battles to Bridges : US Strategic Communication and Public Diplomacy after 9/11*, Londres, Palgrave Macmillan, 2010, p.4.

l'espace culturel² » russe en proposant une diversité de programmes et en s'efforçant de cibler des jeunes citoyens issus des États membres de la CEI. En raison de leurs objectifs et de leur fonctionnement interne, ces entités convergent comme nous le verrons avec les intérêts de politique étrangère russe.

- ***Russia Beyond the Headlines*, un projet peu étudié à l'intersection de l'information et de la promotion culturelle**

Le projet *Russia Beyond the Headlines* (*RBTH*), initialement connu sous le nom de *Trendline Russia*, voit le jour en 2007, deux années après le lancement du réseau RT. Il se distingue des autres initiatives de diplomatie publique russe puisqu'il repose tout au long de son existence sur la diffusion de suppléments au sein de titres de presse influents implantés en Europe et aux États-Unis, ainsi qu'au Moyen-Orient, en Amérique latine et en Asie. De 2007 jusqu'à son interruption en 2016, *RBTH* conclut ainsi des accords de diffusion avec plus d'une quarantaine d'organes médiatiques. Financé par le quotidien officiel *Rossiiskaïa Gazeta*, dont il dépend juridiquement, le projet repose sur la diffusion mensuelle de suppléments de 4 à 12 pages insérés au sein de celles du média partenaire. Si des microsites de *RBTH* sont également hébergés sur le site de certains titres, la diffusion papier demeure la stratégie la plus notoire d'influence de ce projet pour cibler des prescripteurs d'opinion étrangers. *RBTH* vise en effet à « offrir [à ses] lecteurs des informations neutres et fiables destinées à favoriser une meilleure connaissance de la Russie³ ». Lorsqu'en 2009, RT cesse de produire une information tournée vers la Russie, *RBTH* est la seule initiative à endosser cette mission. La fréquence de parution de *RBTH*, son format spécifique et son contenu relativement lisse ne portant pas sur l'actualité chaude sont quelques raisons qui permettent d'expliquer l'absence de littérature scientifique et journalistique à son sujet. À ce jour, il existe deux études consacrées au média. Les deux reposent sur des résultats quantitatifs et qualitatifs obtenus à l'aide de la théorie du cadrage [*framing*] définie en 1993 par Robert Entman. D'après lui, «[t]o frame is to select some aspects of a perceived reality and make them more salient in a

¹ PÉTRIC, Boris. À propos des révolutions de couleur et du soft power américain. *Hérodote - Revue de géographie et de géopolitique*, Elsevier Masson/La Découverte, 2008, Stratégies américaines aux marches de la Russie, 129 (2), pp.7-20.

² AUDINET, 2020, *op. cit.*, p.191.

³ Cette mention est présente dans chaque numéro des suppléments français. Voir par exemple : Supplément *La Russie d'Aujourd'hui*, 18 novembre 2009, p.7. Disponible sur issuu.com.

*communicating text, in such a way as to promote a particular problem definition, causal interpretation, moral evaluation, and/or treatment recommendation for the item described*¹». La première étude date de 2014 et s'intitule « *Government Social Responsibility in Public Diplomacy* ». Guy Golan et Evhenia (Zhenia) Viatchaninova y comparent le contenu des insertions de *RBTH* parues en 2011 dans le *Washington Post* et le *Times of India*, deux quotidiens implantés dans des pays ne présentant pas le même intérêt stratégique pour la Russie. Si les deux suppléments portent majoritairement sur des sujets économiques et culturels, les chercheurs relèvent une prédilection pour les articles critiques de la Russie dans les insertions du *Post*, une orientation moins perceptible dans les insertions du *Times of India*². La seconde étude a été produite par David Evans en 2015 dans le cadre de son master à l'université de Virginie-Occidentale aux États-Unis. Elle s'intitule « *Russian Soft Power Cultivation in the United States of America* » et porte sur une analyse quantitative des insertions publiées durant l'année 2014 au sein du *Post*, du *New York Times* et du *Wall Street Journal*. Evans identifie plusieurs stratégies employées par les suppléments pour maintenir leur crédibilité auprès des lecteurs américains dans le cadre de l'incohérence que génère dès février 2014 le recours au *hard power* russe en Ukraine³. Parmi ces techniques, celle du « *address and redirect* », consiste, d'après Evans, à évoquer des sujets fâcheux pour mieux les dépasser. Si les deux études citées mettent ainsi en exergue les orientations éditoriales de certaines insertions de *RBTH*, en particulier celles destinées au public américain, elles présentent des points aveugles. L'étude d'Evans porte par exemple sur une année de tensions exacerbées entre la Russie et le monde qui coïncide avec le début du déclin du projet. Par ailleurs, les études n'évoquent pas les mécanismes de production de ces suppléments, ni la relation qu'entretient *RBTH*, d'une part, avec *Rossiïskaïa Gazeta* et, d'autre part, avec les médias partenaires. Au-delà de ces enjeux, le supplément *La Russie d'Aujourd'hui* n'est mentionné dans aucune de ces études. Ce sujet et son insertion française représentent donc un défi empirique de taille.

• Problématique et hypothèses

¹ ENTMAN, Robert M, « *Framing: Toward Clarification of a Fractured Paradigm* », *Journal of Communication*, n°43(4), 1993, p.52.

² GOLAN, J. Golan, VIATCHANONIVA, Evhenia, « *Gouvernement Social Responsibility in Public Diplomacy : Russia's strategic use of advertorials* », *Public Relations Review*, Volume 39, Issue 4, 2013, p.1275.

³ DAVID, Evans, "*Russian Soft Power Cultivation in the United States of America: A Media Content Analysis of 'Russia Beyond The Headlines'*", Elbery College of Arts and Sciences, 2015. *Graduate Theses, Dissertations, and Problem Reports*, p.77.

Il semblerait qu’au regard de ses conditions d’existence et des critères de qualité que lui imposent ses partenaires médiatiques, *Russia Beyond the Headlines* soit en mesure de déployer une stratégie crédible de *soft power* malgré un contexte non-négligeable de raidissement de la politique intérieure et extérieure russe. Nous cherchons ainsi à comprendre comment le projet conjugue une activité d’information de qualité avec un projet de communication favorable à la Russie.

- **Méthode de recherche**

Afin de souligner les spécificités opérationnelles et éditoriales de ce projet, dans lequel étaient impliquées plusieurs parties prenantes, nous nous appuyons sur des entretiens réalisés avec des personnes internes à *RBTH*, ainsi qu’avec des acteurs externes ou périphériques au projet. Certains entretiens ont été menés en 2021 dans le cadre d’une précédente recherche, tandis que la plupart date de 2022¹. En complément de ce recueil de témoignages, nous étudions la ligne éditoriale des insertions *La Russie d’Aujourd’hui* diffusées dans *Le Figaro* en nous appuyant sur un corpus constitué de 21 suppléments parmi les 60 produits pour ce partenariat.

- **Annonce de plan**

Dans un premier temps, nous dressons le contexte dans lequel se déploie *RBTH* en évoquant les trois entités de diplomatie publique russe que sont l’agence fédérale Rossotroudnitchestvo, la fondation Rousski Mir et le réseau RT. Nous étudions notamment la relation qu’elles entretiennent à l’État russe afin de favoriser une meilleure compréhension de la position spécifique qu’occupe *RBTH* au sein de ce dispositif. En effet, nous nous intéressons dans un second temps au fonctionnement interne de *RBTH*, à la relation qu’il entretient avec son entité juridique *Rossiiskaïa Gazeta*, mais aussi avec les médias partenaires. Nous nous penchons notamment sur la question de l’autonomie des journalistes et la façon dont ils travaillent au sein du média. Enfin, dans un troisième temps, nous nous demandons comment la ligne éditoriale du média conjugue sa mission de « faire connaître la Russie » avec celle de produire des « informations fiables » sur la Russie².

¹ Certaines personnes sollicitées n’ont pas donné suite à notre demande d’entretien. Lorsque c’est le cas, nous le précisons en bas de page.

² Cette mention est présente dans chaque numéro des suppléments français. Voir par exemple le supplément *La Russie d’Aujourd’hui*, 20 mars 2013, p.6. Disponible sur issuu.com.

I. LA DIPLOMATIE PUBLIQUE RUSSE, UN DISPOSITIF AUX MAINS DE L'ÉTAT

La diplomatie publique est « le dispositif grâce auquel des acteurs internationaux cherchant à accomplir leurs objectifs de politique extérieure interagissent avec des publics étrangers¹ ». Selon la taxonomie qu'en élabore Nicholas Cull, cette pratique consistant à « maîtriser l'environnement international » se décline de cinq manières, par l'écoute, la revendication [*advocacy*], la diplomatie culturelle, la diplomatie des échanges et la diffusion médiatique internationale². L'écoute consiste à sonder l'opinion publique d'un pays étranger par la récolte d'informations afin de mieux orienter un projet de diplomatie publique. La revendication, quant à elle, repose sur la promotion ou la défense d'une cause et permet d'atteindre rapidement des objectifs. Elle est exercée en premier lieu par les ambassades et les *think tanks*. La mise en valeur des ressources culturelles et des accomplissements d'un pays sont les fondations de la diplomatie culturelle. L'exposition photographique « *Family of Man* » soutenue par l'USIA en 1955 en est une célèbre illustration. La diplomatie des échanges favorise, quant à elle, la « réciprocité » entre les citoyens ayant participé à des programmes d'étude ou d'acculturation à l'étranger comme le système de bourses Fulbright. Enfin, la diffusion médiatique internationale repose sur l'usage de moyens de communication variés pour servir et valoriser toutes les pratiques citées.

Contrairement aux autres branches, celles de la diplomatie culturelle et de la diffusion médiatique internationale sont conditionnées par un « impératif de crédibilité³ ». Leur apparente autonomie, voire « distance », vis-à-vis de l'État est en effet essentielle à la poursuite de leurs objectifs⁴. « Dans une société libérale, l'État ne peut pas et ne doit pas

¹ CULL, Nicholas J., « *Public Diplomacy: Taxonomies and Histories* », *The Annals of the American Academy of Political and Social Science*, 2008, p.31.

² *Ibid.*, p.32.

³ BLET Cyril, « Les médias, un instrument de diplomatie publique ? », *Revue internationale et stratégique*, 2010/2 (n° 78), p.119-126.

⁴ *Ibid.*, p.36.

contrôler la culture. L'absence de politiques de contrôle peut en effet être une source d'attraction¹ » indique Nye pour souligner la nécessité d'écarter l'État de ces pratiques. Ainsi, la diplomatie culturelle est attractive lorsqu'elle représente des « autorités culturelles » qui valorisent les accomplissements de la société civile, tandis que la diffusion médiatique internationale doit traiter l'information qu'elle propose avec la plus grande intégrité journalistique pour acquérir la confiance de son public².

L'étude du versant culturel et médiatique de la diplomatie publique russe est nécessaire pour comprendre le contexte dans lequel se déploie *RBTH*. Plusieurs entités culturelles et médiatiques lancées entre 2005 et 2008 évoluent parallèlement à notre sujet. Tandis que l'idée de « Monde russe » irrigue les pratiques culturelles de l'agence fédérale Rossotroudnitchestvo et de la fondation Rousski Mir, la remise en question du modèle libéral occidental est l'ambition principale du réseau RT et de sa ligne éditoriale « alternative ». Nous consacrons ce premier chapitre à leur étude.

1) La diplomatie culturelle russe, un dispositif soumis aux doctrines d'État

Dans la doctrine de politique étrangère de 2008, intitulée *Orientations fondamentales de la politique de la Fédération de Russie en matière de coopération culturelle et humanitaire internationale*, la culture est décrite comme un terrain de « compétition globale³ ». Le document reconnaît en effet que « la lutte pour l'influence culturelle s'intensifie au sein de l'arène internationale » et souligne l'importance d'appuyer la « compétitivité des dispositifs de la culture nationale » afin de promouvoir « une image objective et favorable » du pays. En cohérence avec la vision ajustée du *soft power* qu'incarne la *miagkaïa sila*, cette reconfiguration de la culture a pour finalité d'« accroître le nombre d'amis de la Russie » et de « neutraliser les sentiments antirusse d'origine politique et idéologique ». Dans cette logique, la diplomatie culturelle est mobilisée pour « contrer les campagnes de propagande visant à contenir la Russie ». Non sans rappeler la théorie du « choc des civilisations » de Samuel Huntington qui envisage le monde comme un terrain

¹ NYE, 2004, *op. cit.*, p.17.

² CULL, Nicholas, 2008, *op. cit.*, p.36.

³ Disponible sur interkomitet.com.

de lutte entre des blocs civilisationnels monolithes¹, la doctrine présente la culture comme un outil offensif et un jeu à somme nulle par la convocation d'un lexique militaire².

Cette instrumentalisation de la culture dès 2008 s'accompagne d'une réflexion sur l'identité nationale russe lors du troisième mandat présidentiel de Vladimir Poutine qui précipite le « tournant conservateur³ » du pays. À l'occasion de l'anniversaire de la Constitution postsoviétique en décembre 2013, le chef d'État proclame la « défense des valeurs traditionnelles » et déplore ce qu'il conçoit comme le déclin de l'État au sein des sociétés libérales : « Aujourd'hui, dans de nombreux pays, les normes de la morale et des mœurs sont réexaminées, les traditions nationales sont effacées, ainsi que les distinctions entre les nations et les cultures. La société ne réclame plus uniquement la reconnaissance directe du droit de chacun à la liberté de conscience, des opinions politiques et de la vie privée, mais la reconnaissance obligatoire de l'équivalence, quelque étrange que cela puisse paraître, du bien et du mal, qui sont opposés dans leur essence⁴ ». En rupture avec la posture « a-idéologique⁵ » qui caractérise les deux premiers mandats de Poutine, cette revendication de la spécificité culturelle russe fait écho à des principes qui lui sont antérieurs. Un conseiller du Kremlin, Vladislav Sourkov, défendait dans les années 2000 la « démocratie souveraine », notion visant à réaffirmer le caractère spécifique de la démocratie russe et à proclamer son « immunité » vis-à-vis du droit international⁶.

Au regard de ces principes culturels caractéristiques du *miagkaïa sila* mais en rupture avec les recommandations de Nye, qui soulignait en 2004 « [n]arrow values and parochial cultures are less likely to produce soft power⁷ », nous nous interrogeons dans cette première partie sur la relation qu'entretiennent les deux principales entités de la diplomatie culturelle russe, l'agence fédérale Rossotroudnitchestvo et la fondation Rousski Mir, à l'État russe. En nous appuyant notamment sur la thèse remarquable de Maxime Audinet « Une fabrique étatique du soft power » parue en 2020, nous montrons que l'ambition de ces entités de propager l'idée de « Monde russe » auprès des « compatriotes » de l'étranger manque de moyens et de crédibilité dans la mesure où elles sont soumises aux intérêts de politique

¹ VAN HERPEN, *Putin's Propaganda Machine*, 2016, *op. cit.*, p.29.

² AUDINET, 2020, *op. cit.*, p.135.

³ ELTCHANINOFF, Michel, *Dans la tête de Vladimir Poutine*, Arles, Actes Sud, 2015, p.68.

⁴ Disponible sur kremlin.ru.

⁵ LARUELLE, Marlène, « *Inside and around the Kremlin's Black Box : The New Nationalist Think Tanks In Russia* », Stockholm Paper (Stockholm : Institute for Security & Development Policy, 2009 Laruelle, p.19.

⁶ VAN HERPEN, *Putin's Wars*, 2015, *op. cit.*, p.57.

⁷ NYE, 2004, *op. cit.*, p.11.

étrangère de l'État russe. Dans cette démonstration, nous efforçons de rester dans le cadre temporel de notre sujet (2007-2016).

a) Rossotroudnitchestvo, une agence humanitaire d'État

L'agence fédérale chargée de la CEI, des Compatriotes de l'étranger et de la Coopération humanitaire internationale, Rossotroudnitchestvo, voit le jour en octobre 2008. Elle succède à deux entités de la diplomatie culturelle soviétiques, la VOKS (Société pour les relations culturelles avec l'étranger, 1925-1958) et la SSOD (Union des sociétés d'amitiés soviétiques, 1956-1992)¹. Directement rattachée au pouvoir exécutif et au ministère des Affaires étrangères², elle organise la coopération humanitaire³ entre la Russie et le monde à travers des programmes culturels, linguistiques et éducatifs, ainsi qu'une activité d'assistance internationale. Depuis 2009, l'agence perçoit une subvention publique s'élevant en moyenne à 50 millions d'euros⁴, dotation modeste au regard des fonds alloués à d'autres institutions européennes, comme le British Council ou le Goethe Institute⁵. En 2012, lors de la réunion annuelle des directeurs de l'organisation, le Premier ministre, Dmitri Medvedev rappelle que la vocation première de l'agence est de mettre en lien les compatriotes de l'étranger avec la « patrie historique⁶ ». Aux yeux de Moscou, les « compatriotes » constituent une communauté hétérogène de personnes dont font partie les descendants de personnes russes et soviétiques⁷. En raison de son ambiguïté, cette notion, qui apparaît dans la loi fédérale de mai 1999 et a depuis été amendée cinq fois, est instrumentalisée selon les « nécessités conjoncturelles⁸ » notamment dans la poursuite des intérêts stratégiques du pays.

L'activité de Rossotroudnitchestvo repose sur un réseau de centres, notamment les Centres russes pour la science et la culture (CRSC) dont le maillage résulte de plusieurs vagues d'élargissement¹. La première est menée dans les années 60 par la SSOD auprès de démocraties populaires et de pays issus des anciens empires

¹ RAVIOT, Jean-Robert (dir.), *Russie : vers une nouvelle Guerre froide ?*, 2016, *op. cit.*, p.159.

² AUDINET, 2020, *op. cit.*, p.148.

³ D'après l'enquête que mène Maxime Audinet auprès de représentants de l'organisation, le terme « humanitaire » revêt un sens bien plus large qu'une simple pratique d'aide. Voir AUDINET, 2020, *op. cit.*, p.134.

⁴ *Ibid.*, p.182.

⁵ *Ibid.*, p.188-189.

⁶ *Ibid.*, p.196.

⁷ VAISSIÉ, Cécile, *Les Réseaux du Kremlin en France*, Paris, Les Petits Matins, 2016, p. 78.

⁸ AUDINET, 2020, *op. cit.*, p. 236.

coloniaux. La seconde s'effectue dans les années 90 et s'adresse à l'Europe occidentale et aux États-Unis. Le CRSC de Paris de la rue Boissière voit ainsi le jour en 1995. Quant à la troisième vague, les pays membres de la CEI en constituent la cible prioritaire. Un CRSC ouvre ainsi en Ukraine en 2007 et plus tard en Biélorussie par exemple. En dépit de l'anachronisme par rapport à notre mémoire, soulignons qu'alors qu'elle ne dispose que de 64 centres en 2008, l'agence en compte 94 en 2018². Rossotroudnitchestvo n'est toutefois présente ni en Lettonie, ni en Estonie, ni en Géorgie « pour des raisons politiques³ ».

La méfiance des États à l'égard des CRSC peut s'expliquer en partie par la nature conservatrice et ambiguë de leurs programmes. Si Gregory Paschalidis estime que la présentation d'une « culture aseptisée⁴» [*sanitized culture*] est la finalité de toute diplomatie culturelle, la marginalisation de la société civile résulte dans le cas des CRSC de directives imposées par Moscou. En effet, la culture contemporaine est « sous-exploitée⁵ » par les centres au profit de la haute culture russe ou d'évènements à caractère officiel non sans rappeler le refus du régime soviétique de valoriser la culture populaire à l'étranger et de produire un « Elvis socialiste⁶ ». Le cycle de concerts, « Ambassade de Maestria », parrainé par un violoncelliste proche de Poutine, valorise ainsi depuis 2012 le talent de jeunes solistes⁷. Les commémorations historiques ne tolèrent, quant à elles, aucun révisionnisme. À l'approche de la célébration du centenaire de la révolution d'Octobre 1917, Poutine appelle en décembre 2016 à « traiter avec respect⁸ » l'histoire commune du pays, écartant ainsi toute possibilité d'une analyse critique de l'évènement. Quant aux fêtes célébrées, celle du « Jour de la famille, de l'amour et de la fidélité », instaurée en 2008, est une

¹ *Ibid.*, p.174.

² *Ibid.*, p.171.

³ *Ibid.*, p.177.

⁴ PASCHALIDIS, Gregory, « *Exporting National Culture : Histories of Cultural Institutes Abroad* », in *International Journal of Cultural Policy*, vol. 15, n°3, Août 2009, p. 287.

⁵ AUDINET, 2020, *op. cit.*, p.200.

⁶ NYE, 2004, *op. cit.*, p.74.

⁷ Disponible sur crsc.fr.

⁸ AMACHER, Korine, « Fêter une révolution sans donner des idées », *Le Monde diplomatique*, mars 2017.

illustration des dogmes spirituels qui irriguent la programmation¹. La présence de « nouvelles générations » de compatriotes à ces événements se fait d'ailleurs rare².

Si elles se montrent peu réceptives aux programmes culturels des CRSC, les jeunes générations sont en revanche perméable aux programmes d'étude et d'échanges proposés par Rossotroudritchestvo. Le programme *Novoïe Pokolenie* [Nouvelle Génération], inspiré du programme américain *Young Leaders*, est conçu dans le but de constituer une « élite politique et intellectuelle³ » favorable à la Russie. Il repose sur l'organisation de rencontres professionnelles en Russie entre des participants âgés de 25 à 35 ans et leurs homologues russes. Depuis 2011, le nombre de participants est en croissance. En 2015, le programme accueille en Russie 1000 personnes, dont la moitié est issue de l'espace postsoviétique, une surreprésentation qui révèle la concordance du programme aux intérêts de politique extérieure russe. Les participants sont d'ailleurs parfois répartis au sein de régions russes limitrophes de leur pays d'origine afin de garantir la poursuite d'une telle coopération sur le long terme⁴. À ce biais démographique s'ajoute la surreprésentation de participants issus de domaines d'intérêts stratégiques pour la Russie comme la politique et les médias. Les événements auxquels participent ces professionnels peuvent être orientés à l'image de l'Assemblée « Crimée, un autre regard » qui accueille en octobre 2015 à Sébastopol une soixantaine de journalistes étrangers⁵.

Au-delà de ces initiatives culturelles et des efforts qu'elle déploie pour amadouer de jeunes compatriotes, l'agence s'efforce d'établir des programmes d'aide au développement avec des pays représentant un intérêt stratégique pour la Russie. D'année en année, Cuba et le Kirghizistan sont ainsi les principaux destinataires de son assistance. D'autre part, dans une perspective « résolument opportuniste⁶ », la Russie redirige en mai 2013 500 millions de dollars précédemment consacrés à des projets multilatéraux vers des projets bilatéraux ciblant l'étranger proche afin que la provenance russe des fonds alloués soit plus facilement identifiable. Konstantin

¹ AUDINET, 2020, *op. cit.*, p.211.

² *Ibid.*, p.212.

³ Discours du premier ministre Dmitri Medvedev à la réunion des directeurs des représentations de Rossotroudritchestvo à l'étranger, 3 septembre 2012.

⁴ AUDINET, 2020, *op. cit.*, p.232.

⁵ *Ibid.*, p.232.

⁶ AUDINET, 2020, *op. cit.*, p.242.

Kossatchev, qui est alors directeur de Rossotroudnitchestvo, assume cette stratégie bénéfique pour « l'image de la Russie¹ » selon ses mots.

b) La fondation Rousski Mir, entre autonomie et pratiques d'État

Si Rossotroudnitchestvo est le plus important dispositif de la diplomatie culturelle russe, la fondation Rousski Mir (la fondation du « Monde Russe » en français) endosse une mission complémentaire à celle de l'agence. Créée de manière conjointe en juin 2007 par le ministère de l'Éducation et celui des Affaires étrangères, elle se présente comme une organisation à but non lucratif. Toutefois, si ce statut « la place *de jure* hors de la sphère étatique² », certains chercheurs préfèrent la qualifier de GONGO [*government-organized non-governmental organization*] pour ne pas perdre de vue le caractère relatif de son autonomie vis-à-vis de l'État russe³. Cette dépendance se précise en effet à l'étude de sa mission. Elle a pour ambition de promouvoir la langue russe et le « monde russe », notion qui renaît au même moment au sein des cercles de pouvoir. Dans une adresse qu'il prononce deux mois avant son lancement, Poutine décrit cette langue comme « un espace vivant pour des millions d'habitants du 'Monde russe' qui est bien entendu plus large que la Russie elle-même⁴ ». En associant la langue russe à un « espace vivant » dont les frontières s'étendent par-delà celles du territoire national russe, ce discours confère à la notion une ambiguïté politique non-négligeable. Tatiana Katouéva-Jean la décrit par exemple comme un projet « expansionniste et impérial qui comporte un fort potentiel irrédentiste et peut servir de canal de déstabilisation⁵ ».

L'activité principale de la fondation repose sur l'octroi de bourses, dont une partie est destinée à soutenir des programmes d'enseignement de la langue russe, et l'autre à encourager la construction d'une image positive de la Russie. Si des critères logistiques et qualitatifs influencent le taux d'octroi de bourses, estimé à 25 % depuis 2007⁶, la pertinence idéologique des projets joue un rôle dans la sélection. Audinet

¹ WILSON, 2015, *op. cit.*, p.1185.

² AUDINET, 2020, *op. cit.*, p.217.

³ WILSON, 2015, *op. cit.*, p.1189.

⁴ Adresse de Vladimir Poutine à l'Assemblée fédérale, 26 avril 2007. Disponible sur kremlin.ru.

⁵ KASTOUÉVA-JEAN, Tatiana, *La Russie de Poutine en 100 questions*, Tallandier, Paris, 2018, p.259.

⁶ AUDINET, 2020, *op. cit.*, p.270.

remarque que les projets les plus récompensés émanent de pays européens, de la Russie et de pays membres de la CEI. La fondation ne divulgue ni les montants des bourses, ni leurs bénéficiaires. Elle insiste toutefois sur quelques projets phares comme « *Total'ny diktant* » [Dictée totale] lancé en 2004, auquel plus de 200 000 personnes participent chaque année et dont la participation d'établissements non-russes en font un « succès majeur¹ » du *soft power*. La fondation soutient également les initiatives destinées à fidéliser les compatriotes et minorités russophones de l'espace eurasiatique, comme le portails russkie.org qui reçoit une aide en 2011. Audinet souligne aussi les visées idéologiques de la fondation à travers le choix de ses partenaires. En mars 2015, elle signe un accord avec une ONG néerlandaise, la fondation Public Diplomacy Corps (PDC) qui œuvre à « sauvegarder et promouvoir les valeurs culturelles et spirituelles de la Russie² ».

Comme Rossotroudnitchestvo, la fondation Rousski Mir dispose d'un réseau d'une centaine de « Centres russes³ », inspirés des Instituts Confucius chinois, qui visent en priorité un public étudiant. À la différence du système vertical des CRSC, la fondation n'est pas propriétaire de ces centres. En effet, ils sont hébergés par des universités partenaires et animés par des représentants locaux de la fondation qui n'intervient qu'à des fins logistiques. La programmation et la nature des activités proposées s'avèrent ainsi plus souple que celle des CRSC comme le révèlent les entretiens réalisés par Audinet. Une chargée locale d'un « Centre russe » témoigne ainsi avoir pu inviter la rockeuse Diana Arbenina durant le conflit russo-ukrainien de 2014 ou projeter sans réprimande un documentaire portant sur la journaliste de *Novaïa Gazeta* assassinée en octobre 2006 Anna Politkovskaïa⁴. Pourtant, à l'étude de la bibliothèque de 500 ouvrages dont est doté chaque centre, Audinet relève certains biais, notamment une « prédilection frappante pour l'historiographie classique russe⁵ ». En effet, s'ajoutent aux manuels d'enseignement de la langue russe et aux guides touristiques une sélection des grands noms de la littérature russe, d'ouvrages historiques portant sur la période antérieure à l'ère soviétique et de livres consacrés à la pensée slavophile, comme ceux d'Ivan Il'ine, « premier amour philosophique⁶ » de Poutine d'après Michel Eltchaninoff. Engagé dans le « salut et [...] la

¹ *Ibid.*, p.272.

² AUDINET, 2020, *op. cit.*, p.274.

³ *Ibid.*, p.284.

⁴ *Ibid.*, p.280.

⁵ *Ibid.*, p.281.

⁶ ELTCHANINOFF, Michel, 2015, *op. cit.*, p.43.

reconstruction nationale russe », cet intellectuel anticomuniste et chrétien orthodoxe prône une « idée russe » qui serait « religieuse par ses sources et nationale par son sens spirituel¹ ». D'après Iline, « les peuples occidentaux ne comprennent ni ne supportent l'originalité russe² », raison pour laquelle il rêve d'un « Guide » pour défendre sa grandeur.

Les Centres russes ont un ancrage « résolument eurasiatique³ ». La Moldavie, le Kazakhstan et le Kirghizstan en accueillent trois chacun par exemple⁴. Du côté de l'étranger lointain, la Chine en compte sept. Toutefois, la fermeture progressive de plusieurs centres en Ukraine depuis les événements de 2014 révèle les limites de ce dispositif. Les centres sont en effet considérés par certains États comme des menaces à leur souveraineté nationale. Cette tension est moins présente en Europe, où l'Allemagne, qui accueille la plus importante communauté russophone de l'UE, compte cinq centres. S'associer à des universités prestigieuses est une priorité pour la fondation comme le révèle l'implantation en 2007 de trois centres au Royaume-Uni, dont un à l'université d'Oxford de 2012 à 2014. Toutefois, à la différence de Rossotroudnitchestvo, la fondation ne bénéficie d'aucune représentation en France, les universités locales ayant décliné ses propositions⁵.

Au-delà de son réseau de Centres russes, la fondation entretient un portail d'information accessible depuis son site qui « cherche à s'imposer comme un véritable média en ligne⁶ » en proposant une compilation des dépêches des agences de presse publiques et une sélection d'articles issus des grands titres russes. La couverture de la politique intérieure russe reprend les éléments de langage des discours officiels. Les témoignages d'expatriés étrangers et russes, souvent pro-Kremlin, sont, quant à eux, valorisés grâce à la série de vidéos « Le Monde russe : des gens et des pays ».

À travers les programmes, les bourses et les structures culturelles qu'elles déploient, Rossotroudnitchestvo et Rousski Mir s'efforcent d'entretenir l'influence de la Russie dans l'espace postsoviétique et en Europe. En proposant des programmes d'intérêt stratégique comme *Novoïe Pokolenie* aux jeunes compatriotes et au public étudiant, la diplomatie culturelle russe se montre particulièrement habile. Toutefois, les programmes culturels

¹ *Ibid.*, p.53.

² *Ibid.*, p.56.

³ AUDINET, 2020, *op. cit.*, p.284.

⁴ *Ibid.*, p.285.

⁵ *Ibid.*, p.291.

⁶ AUDINET, 2020, *op. cit.*, p.294.

proposés par les CRSC sont nettement moins attractifs et suscitent l'hostilité de certains voisins du pays, en particulier de l'Ukraine. Au regard du budget très restreint de Rousski Mir, en chute libre depuis 2013¹, il est difficile d'interpréter la programmation plus souple des « Centres russes » comme une pratique intentionnelle. En effet, contrairement à la diffusion médiatique internationale, la diplomatie culturelle russe manque cruellement de moyens.

2) Le réseau RT, une vision « alternative » du monde au profit de Moscou

En juin 2000, le *Concept de la politique étrangère de la Fédération de Russie* reconnaît la pertinence de « communiquer [...] des informations fiables » sur les objectifs de politique étrangère de la Russie et sur « ses accomplissements culturels, scientifiques et intellectuels dans le but de former une perception positive [...] et une attitude favorable à son égard ». Est ainsi privilégiée « la mise en place rapide de moyens efficaces d'influence informationnelle à l'attention de publics étrangers² ». Sans la nommer, ce document préconise la relance de la diplomatie publique médiatique russe en sommeil depuis le démantèlement de l'URSS. Nous l'avons dit, cette pratique consiste à « influencer une opinion publique étrangère à travers des canaux médiatiques, y compris des médias rétribués, acquis, possédés ou partagés, dans le but de susciter une adhésion à ses objectifs de politique étrangère³ ». Cette forme d'influence n'est pas nouvelle. Elle existe depuis les années 1920 grâce à des radios pionnières comme la British Broadcasting Corporation (BBC) (1922) et Radio Moscou (1929). Dans les années 80, l'essor de la télévision encourage des acteurs publics à lancer leur propre réseau télévisuel international. L'USIA est ainsi à l'origine de Worldnet (1983), tandis que des chaînes publiques comme TV5 Monde (1984) ou Deutsche Welle-TV (1992) fleurissent en Europe de l'Ouest. Toutefois, cet écosystème médiatique est bouleversé par le lancement en 1985 de la chaîne privée Cable News Network International (CNN International). Elle se distingue par sa couverture en continu de la guerre du Golfe et précipite en 1999 la suppression de l'USIA. À propos de cette période marquée par un désintérêt croissant des États-Unis à l'égard de

¹ *Ibid.*, p.284.

² Disponible sur mid.ru.

³ GOLAN, Guy J., MANOR, Ilan, ARCENEUX, Phillip, « *Mediated Public Diplomacy Redefined : Foreign Stakeholder Engagement via Paid, Earned, Shared, and Owned Media* », in *American Behavioral Scientist*, vol. 63, n°12, 2019, p.1670.

l'audiovisuel public extérieur, Nye remarque « *[s]oft power seemed expendable*¹ ». Ce contexte s'avère propice à l'émergence de nouvelles chaînes, comme la qatarie Al Jazeera (1996) ou la chinoise CCTV-News (2000), qui posent les premiers jalons d'une

contestation de l'hégémonie occidentale au sein du paysage médiatique mondial. C'est dans ce sillage nouveau que naît en 2005 la chaîne internationale russe Russia Today. Nous lui consacrons cette seconde partie en nous efforçant de rester dans le cadre temporel de notre sujet (2007-2016) et en choisissant ainsi de ne pas traiter le cas de l'agence d'information internationale Rossia Segodnia, dont la branche internationale Sputnik n'apparaît qu'en novembre 2014.

a) Une approche initiale fidèle aux principes de *soft power*

« J'ai cessé d'avoir honte du mot 'propagande'. Nous devons faire la propagande de la Russie à l'échelle internationale. Sinon, nous ressemblons à des ours qui marchent en grognant² » déclare en 2001 le ministre de la Presse et de l'Information, Mikhaïl Lessine. Quatre ans plus tard, en juin 2005, alors qu'il est conseiller pour les médias de Poutine, il initie conjointement avec Alekseï Gromov, porte-parole du président, le lancement de la chaîne de télévision anglophone en continu Russia Today. Rattachée à TV-Novosti, filiale de l'agence de presse gouvernementale RIA Novosti, l'organisation non-commerciale autonome est placée sous le contrôle de l'État qui lui verse la quasi-totalité de son budget³ et lui garantit de fait une compétitivité dans un environnement médiatique de plus en plus dépendant du financement publicitaire⁴. Russia Today dispose ainsi à ses débuts d'un budget avoisinant les 30 millions de dollars⁵. Durant ses premières années d'existence, la chaîne s'efforce comme Lessine le préconisait d'améliorer l'image de la Russie à l'étranger dans une approche classique de *soft power*⁶. Prenant exemple sur CNN International, elle consacre la moitié de sa grille de programmes à des documentaires mettant en avant le patrimoine culturel du pays, sa diversité ethnique, ses accomplissements historiques et la modernisation de l'économie locale. « Plus

¹ NYE, 2004, *op. cit.*, p.106.

² TOKMAKOV, Anatoly. « Les médias russes à destination de l'étranger », in *Revue Russe* n°37, 2011. L'auto-construction de l'image de la Russie et de la France au fil du temps. p.75.

³ NIMMO, Ben, « *Question That : RT's Military Mission* », Digital Forensic Research Lab (DFRLab), 7 janvier 2018. Disponible sur medium.com.

⁴ AUDINET, 2020, *op. cit.*, p.335.

⁵ IOFFE, Julia, « *What is Russia Today ? The Kremlin's propaganda outlet has an identity crisis* », octobre 2010. Disponible sur archives.cjr.org.

⁶ AUDINET, 2020, *op. cit.*, p.312.

dynamique » que les chaînes intérieures russes, Russia Today tente de libérer le pays de ses carcans soviétiques et de représenter la société russe dans sa pluralité. Une journaliste de *Novaïa Gazeta*, journal d'opposition en Russie¹, observe ainsi en mai 2006 que la chaîne « ne prend pas les spectateurs pour des idiots absolus² ». Toutefois, ses audiences restent faibles et sa ligne éditoriale ne fait pas l'unanimité au sein de l'élite russe. Le directeur de la fondation Rousski Mir, Viatcheslav Nikonov, critique en mars 2008 son « amateurisme » dans nul autre que le *Washington Post* et estime que son financement généreux est injustifié³, une attaque révélant les postures de diplomatie publique divergentes au cœur même du dispositif.

b) L'intervention militaire russe en Géorgie, le point de bascule

Il est communément admis que l'intervention militaire russe dans les régions géorgiennes séparatistes d'Ossétie du Sud et d'Abkhazie en août 2008 précipite la transformation éditoriale de la chaîne. Cet événement constitue la première « démonstration de force » en dehors des frontières de la Fédération de Russie. Toutefois, la justification « humanitaire⁴ » apportée par le Kremlin et relayée par les médias étatiques mobilisés à l'occasion ne suffit pas pour adoucir le regard de la communauté internationale. Si certains journalistes et analystes adhèrent à la thèse de « l'agression géorgienne⁵ », les principaux médias occidentaux déploient une couverture des événements perçue à Moscou comme étant « pro-géorgienne ». De son côté, Russia Today se distingue comme la principale source d'information internationale bénéficiant d'un accès au terrain⁶. C'est à cette occasion que son approche se confond plus explicitement avec la rhétorique de Moscou. Le 10 août 2008, alors que Dmitri Medvedev instrumentalise la notion de génocide pour qualifier les actions géorgiennes en Ossétie du Sud⁷, Russia Today se saisit de cet élément de langage et l'affiche le jour même en majuscules sur son journal⁸. Un autre événement, cette fois-ci concernant la couverture médiatique américaine du conflit, conforte Russia Today dans son virage éditorial. Le 12 août 2008, CNN International présente des images d'immeubles

¹ Page consacrée à *Novaïa Gazeta*. Disponible sur courrierinternational.com.

² TOKMAKOV, Anatoly, 2011, *op. cit.*, p.77.

³ FINN, Peter, « *Russia Pumps Tens of Millions Into Burnishing Image Abroad* », *The Washington Post*, 6 mars 2008.

⁴ VAN HERPEN, 2015, *op. cit.*, p.233.

⁵ *Ibid.*, p.206.

⁶ IOFFE, Julia, 2010, *op. cit.*

⁷ « Medvedev: dejstviâ Gruzii v Ūžnoj Osetii – genocid » [Medvedev : les actions de la Géorgie en Ossétie du Sud sont un génocide], in Vesti.ru, 10 août 2008, www.vesti.ru.

⁸ VAN HERPEN, *Putin's Wars*, 2015, *op. cit.*, p.72.

détruits à Tskhinvali par l'armée géorgienne comme la conséquence de bombardements russes à Gori, ville située bien plus au sud de la première¹. En réponse à cet incident, Russia Today accuse la chaîne de présenter des « images trompeuses » ou, selon ses termes originaux, « *misleading footage*² ».

Cette posture plus frontale et « offensive³ » est un parti pris consciemment adopté par la direction, Margarita Simonyan, la rédactrice en chef du média, ayant déclaré quelques années plus tard, « en 2008, nous avons combattu [...] [et] mené une guerre de l'information contre l'ensemble du monde occidental⁴ ». Coïncidant avec l'abandon de sa ligne russocentrée, la chaîne fait le choix en 2009 de se renommer RT pour dissimuler ses origines et favoriser ainsi son « décentrage progressif⁵ ». L'adoption l'année suivante de la devise « *Question More* », parachève quant à elle, la transition éditoriale du média vers une approche nouvelle et « alternative ».

c) Le positionnement « alternatif » du réseau RT

L'essor du réseau RT intervient au tournant des années 2010. Cet essor s'illustre par l'expansion internationale du réseau qui vient compléter la chaîne anglophone originelle, RT International. Le lancement de la branche arabophone RT Arabic en 2007 marque la conquête d'un « terrain de compétition informationnelle majeure⁶ », tandis que l'inauguration en 2009 de la chaîne RT en Español permet à la Russie de conquérir « l'étranger proche » des États-Unis⁷. En 2010, l'inauguration de RT America, première chaîne locale du réseau, reflète l'ambition du groupe de s'infiltrer au cœur de l'opinion publique américaine. Cette conquête se traduit en Europe à la fin de l'année 2014 par le lancement de la chaîne RT UK, ainsi que des portails internet RT Deutsch et RT France. En 2015, le réseau possède ainsi 22 bureaux dans 19 pays⁸ et dispose d'un budget évalué à 380 millions de dollars⁹.

¹ AUDINET, 2020, *op. cit.*, p.316.

² Disponible sur [youtube.com](https://www.youtube.com).

³ VAN HERPEN, *Putin's Wars*, 2015, *op. cit.*, p.72.

⁴ Entretien de Margarita Simonyan pour *Kommersant*’, « Net nikakoj ob’ektivnosti » [« Il n’y a aucune objectivité »], 7 février 2012.

⁵ AUDINET, 2020, *op. cit.*, p.319.

⁶ *Ibid.*, p.323.

⁷ *Ibid.*, p.324.

⁸ AUDINET, 2020, *op. cit.*, p.334.

⁹ VAN HERPEN, 2016, *op. cit.*, p.71.

À cette constellation de bureaux et de ressources humaines – le personnel est estimé à 2000 personnes en 2011¹ – s’ajoute une stratégie de notoriété menée sur plusieurs fronts. Le recrutement de personnalités influentes, comme l’ancien journaliste de CNN Larry King, le journaliste du *New York Times* récompensé du Prix Pulitzer Chris Hedges ou plus notoirement le fondateur de WikiLeaks Julian Assange, permet de distinguer l’offre télévisuelle de RT. Le renforcement de la présence numérique du réseau permet, quant à lui, de multiplier ses audiences et de favoriser la viralité de ses contenus. Le réseau se vante ainsi d’être la « première source d’information mondiale » en mars 2013 grâce aux performances de ses comptes sur YouTube qui cumulent à cette date un milliard de vues. Audinet invite toutefois à traiter ces données avec « la plus grande précaution² », les vidéos amassant le plus de vues étant souvent « sans visée politique ni idéologique ».

Si le réseau RT se fait connaître à l’antenne et sur la toile par des tours de force habiles, elle doit surtout son succès à son approche « alternative » de l’information. Maxime Audinet propose un décorticage minutieux de ce positionnement, dont il distingue trois piliers. Le premier consiste à disqualifier la qualité de l’information présentée par les médias « *mainstream* » pour mieux valoriser celle que prétend apporter RT. Bien que cette activité soit située en aval de la chaîne de production de l’information, RT se présente comme un « faiseur d’actualité » [*newsmaker*]³. Les campagnes publicitaires « *This is what happens when there is no second opinion* » déployées à Londres et New York en 2014 contribuent à ce processus d’autolégitimation⁴. Elles entendent disqualifier l’*establishment* américain en rappelant à l’opinion publique ses erreurs de jugement, comme lors de la session du Conseil de Sécurité des Nations unies (UN) le 5 février 2003 durant laquelle l’ancien secrétaire d’État américain Colin Powell brandit une capsule d’anthrax en prétendant que l’Irak possède des armes de destruction massive⁵. L’idée selon laquelle les médias traditionnels seraient des espaces verrouillés est aussi un leitmotiv

¹ *Ibid.*, p.71.

² AUDINET, 2020, *op. cit.*, p.350.

³ *Ibid.*, p.395.

⁴ OMIDI, Maryam, « *Russia Today launches controversial campaign* », The Calvert Journal, 19 août 2014.

⁵ Discours de Colin Powell devant l’ONU. Disponible sur ina.fr.

répandu au sein du site français de RT dont les audiences sont proches du courant d'extrême-droite de la « réinformation » comme le révèle Tristan Matterlart¹.

Le recours au relativisme constitue le deuxième pilier de cette posture « alternative » et se traduit par un usage subversif du principe de liberté d'expression. En cohérence avec son ambition de se présenter comme un « médiactiviste² », RT cède la parole à une diversité d'intervenants, quitte à favoriser un climat de « post-vérité ». Cette notion décrit « des circonstances dans lesquelles les faits objectifs ont moins d'influence pour modeler l'opinion publique que les appels à l'émotion et aux opinions personnelles³ ». La présence le 10 mars 2010 de membres du *9/11 Truth Movement* – organisation n'adhérant pas à la version officielle des attentats du 11 septembre 2001 – sur le plateau de l'émission *CrossTalk*, amplifie la défiance des audiences de RT à l'égard du pouvoir dirigeant américain⁴. Autre pratique permettant à RT d'affirmer son positionnement et héritée de l'époque soviétique⁵, le *whataboutism* consiste à délégitimer la critique d'un interlocuteur en lui rappelant ses propres erreurs⁶. Faisant suite aux fortes condamnations que suscite le référendum illégal de Crimée, une article publié le 21 mars 2014, intitulé « *Facts only: Kosovo vs Crimea - Good Independence vs Bad Referendum* » invoque ainsi le cas de la reconnaissance de l'indépendance de la province serbe du Kosovo en 2008 pour détourner le sujet.

Le dernier pilier identifié par Audinet est celui de l'humour, qui permet d'établir une complicité avec l'audience et se traduit par la ridiculisation des concurrents ou détracteurs de RT. Un clip auto-dérisoire réalisé par le service des relations publiques de RT en décembre 2015 révèle l'efficacité de ce positionnement. On y voit Margarita Simonyan, transformée en soldat soviétique, procéder à une inspection du siège de RT : dans un cagibi, une femme de ménage promet « d'éponger tout – pour la Russie ! » ; plus loin, de faux combattants syriens jaillissent d'une salle enfumée où une journaliste « embarquée » lit un prompteur ; tandis que le journaliste britannique Kevin Owen, menotté à son plateau,

¹ MATTELART, Tristan. « Russia Today et le renouveau de la diplomatie médiatique russe : De la projection mondiale du Kremlin à la « ré-information » en France », in *Annuaire français des relations internationales*, vol. 19, 2018, p.944-945.

² CARDON, Dominique, GRANJON, Fabien, *Médiactivistes*, Paris, Presse de Sciences Po, 2013.

³ « 'Post-vérité', mot de l'année du dictionnaire Oxford », *Libération*, 16 novembre 2016.

⁴ YABLOKOV, Ilya, « *Conspiracy Theories as a Russian Public Diplomacy Tool: The Case of Russia Today (RT)* », in *Politics, Political Studies Association*, vol. 35, n°3-4, 2015, p. 306-310.

⁵ « *Whataboutism. Come again, Comrade ?* », *The Economist*, 31 janvier 2008.

⁶ AUDINET, 2020, *op. cit.*, p.412.

s'apprête à présenter le journal¹. En s'appropriant son image caricaturale pour mieux la disqualifier, le média souligne sa capacité à se remettre en question. Le *trolling* décrit en 2000 par Anne Revillard comme une pratique manipulatoire visant à « déstabiliser l'équilibre » d'une communauté², est un autre moyen par lequel RT attire l'attention. Sa boutique en ligne, RT Shop, propose ainsi des produits dérivés, comme une casquette « d'agent de l'étranger » destinés à souder une communauté autour de sa ligne éditoriale³.

d) Le rejet du modèle libéral occidental, fil conducteur des thématiques de RT

Contrairement aux institutions de la diplomatie culturelle russe, le réseau RT est dépourvu « d'uniformité idéologique⁴ ». Il poursuit un objectif de déstabilisation politique davantage qu'un combat moral. Le rejet du modèle démocratique libéral en constitue la ligne directrice. Cette ligne s'articule autour de trois thématiques identifiées grâce à Maxime Audinet. La première repose sur l'exposition, voire l'exacerbation, des fragilités de ce modèle. RT s'intéresse notamment à la « représentation visuelle » d'événements houleux et propose grâce sa société de production, Ruptly, des images « sans filtre » destinées à singulariser son offre informationnelle. Par exemple, en guise de couverture des manifestations survenues à Ferguson aux États-Unis après la relaxe d'un policier impliqué quelques mois plus tôt dans la mort d'un jeune afro-américain, RT publie un article insistant sur les « images » qui l'accompagnent : « *Ferguson burning : Torched cars, tear gas in massive night riots (DRAMATIC IMAGES)* ». En complément de cette prédilection pour les sujets sensibles, susceptibles de « fabriquer du mécontentement » selon les termes de Vasily Gatov⁵, le réseau entretient une défiance à l'égard de l'UE et de l'OTAN par la surreprésentation de la question du « souverainisme », qui revendique la primauté de l'État-nation dans l'exercice de la souveraineté¹. Non sans écho avec les propos que tient Poutine à Munich en 2007 quand il déclare « il n'y a pas tant de pays aujourd'hui dans le monde qui ont le plaisir et le bonheur de proclamer qu'ils

¹ Disponible sur dailymotion.com.

² REVILLARD, Anne, « Les interactions sur l'Internet », in *Terrains & Travaux*, vol. 1, n°1, 2000, p.108-129.

³ Voir shop-rt.com.

⁴ AUDINET, 2020, *op. cit.*, p.424.

⁵ GATOV, Vasily, « *Weapons of mass deception* », Institute of Modern Russia, 16 juin 2015. Disponible sur imrussia.org.

sont souverains² », le site RT France accorde une place importante à l'euroscepticisme. Entre septembre 2016 et février 2017, le candidat d'extrême-droite souverainiste Nicolas Dupont-Aignan est ainsi nettement plus valorisé par le média que celui des Républicains François Fillon³.

Non sans rappeler la ligne éditoriale de Radio Moscou, le dénigrement de la politique étrangère et intérieure américaine constitue un second thème d'importance pour le réseau. Ilya Kiriya relève en effet qu'entre juillet et septembre 2013 RT International consacre 62 % de ses sujets aux États-Unis contre 10 % à la Russie⁴. Cette couverture négative du pays repose souvent sur la dénonciation de la doctrine néoconservatrice, dont se saisit l'administration Bush pour justifier l'invasion américaine de l'Irak en 2003. Pour l'historien Robert Kagan, l'un de ses principaux défenseurs, cette doctrine repose sur « un moralisme et un idéalisme puissants dans les affaires internationales », ainsi qu'une « croyance dans le rôle exceptionnel de l'Amérique en tant que promotrice des principes de liberté et de démocratie⁵ ». Ce terme, disposant « d'une connotation extrêmement péjorative » en Russie⁶ est employé sur RT « de manière extensive pour qualifier toutes les formes d'interventionnisme, réelles ou supposées, initiées par les principales institutions américaines concernées⁷ ». Lors de son intervention le 9 mars 2015 dans l'émission *SophieCo*, le théoricien des relations internationales John Mearsheimer qualifie ainsi la destitution du président Viktor Ianoukovytch par le mouvement Euromaïdan de « coup d'État » orchestré par « les États-Unis et les Européens » pour instaurer des « régimes pro-occidentaux et antirusse⁸ ». En complément de cette critique de l'unilatéralisme américaine, RT accorde une place importante à la critique de l'*establishment* américain et du système bipartisan jugé hégémonique au sein du pays. Les « tiers-partis » sont ainsi valorisés lors des élections présidentielles américaines de 2012 et de 2016 comme le

¹ LACROIX, Justine, « Le 'national-souverainisme' en France et en Grande-Bretagne », *Revue internationale de politique comparée*, vol. 9, no. 3, 2002, pp. 391-408.

² ELTCHANINOFF, 2015, *op. cit.*, p.83.

³ AUDINET, Maxime, « La voix de Moscou trouble le concert de l'information internationale », in *Le Monde diplomatique*, avril 2017.

⁴ KIRIYA, Ilya, « Russia Today comme dispositif diplomatique de la « Nouvelle Russie » », in KOCH, Olivier, MATTELART, Tristan (dir.), *Géopolitique des télévisions transnationales d'information*, Paris, Mare et Martin, Paris, 2016, Chapitre 7, p.187-214.

⁵ KAGAN, Robert, « *Neocon Nation : Neoconservatism c. 1776* », in *World Affairs*, vol. 170, n°4, 2008, p.14.

⁶ AUDINET, 2020, *op. cit.*, p.447.

⁷ *Ibid.*, p.447.

⁸ *Ibid.*, p.450.

candidat à la primaire démocrate Bernie Sanders invité à plusieurs reprises sur l'émission *News with Ed*¹.

Contrairement à l'actualité américaine, l'actualité russe bénéficie, les rares fois où elle est évoquée, d'une couverture succincte et alignée au discours officiel. Audinet relève en effet que « seuls les sites anglophone et russophone de RT disposent d'un onglet consacré à la Russie sur leurs pages d'accueil² ». Lors du 10^{ème} anniversaire du réseau RT, si Poutine rappelle aux journalistes « [v]otre tâche n'est [...] pas de servir les intérêts des autorités russes », il précise toutefois : « il serait étrange que vous ignoriez la position des autorités russes ou que vous vous aligniez sur les rangs de vos collègues d'autres pays³ ». Ainsi, au risque de fragiliser sa crédibilité, RT privilégie un traitement « souvent conciliant⁴ » de la politique intérieure russe, résumé à de brèves citations souvent dans une optique de divertir. Pour éviter l'écueil de la chaîne d'État, RT s'efforce d'évoquer son principal actionnaire à travers des informations factuelles. Par exemple, elle relaie des résultats de sondages fiables ; toutefois, les données rapportées servent souvent à légitimer les politiques du Kremlin plutôt qu'à les nuancer. Si la couverture de l'actualité intérieure russe proposée par RT reste consensuelle, son traitement de l'action extérieure du pays représente son versant le plus controversé et convoque des souvenirs anciens des « mesures actives » soviétiques. Ainsi, lors de l'invasion russe de l'Ukraine en février 2014, la chaîne s'approprie comme en 2008 les éléments de langage du gouvernement qui parle de « génocide » et préfère à l'expression « annexion » celle de « rattachement » pour décrire les événements en Crimée. Plusieurs dérives sont également observables. En mars 2014, un reportage diffusé par RT UK prétend qu'un rabbin, Misha Kapustin, fuit Kiev pour échapper à une vague d'antisémitisme local. Après analyse du contenu, le projet StopFake.org révèle que le rabbin fuit en réalité Simferopol, capitale de la Crimée, pour échapper à l'invasion russe¹.

Ainsi, l'étude du versant humanitaire de la diplomatie publique russe, incarné par Rossotroudnitchestvo et Rousski Mir, et de son versant médiatique, symbolisé par le réseau RT, révèle la complémentarité de ces dispositifs. Les deux entités citées s'efforcent

¹ *Ibid.*, p.455.

² *Ibid.*, p.459.

³ Disponible sur kremlin.ru.

⁴ AUDINET, 2020, *op. cit.*, p.461.

d'entretenir le sentiment d'appartenance des compatriotes de l'étranger au « Monde russe », tandis que le réseau RT promeut une posture politique « alternative » fondée sur le questionnement de l'offre médiatique contemporaine. Il s'adresse à une cible hétéroclite regroupant « des audiences généralement contestataires, qui estiment que leurs points de vue ne sont pas considérés ou mal représentés dans les médias dominants² ». Le financement de l'audiovisuel public extérieur russe, estimé comme étant quatre à cinq fois supérieur à celui de la diplomatie culturelle³, révèle l'intérêt significatif que porte l'État à la restauration de son influence médiatique sur l'échiquier mondial. Quant au remplacement en décembre 2013 de l'agence de presse gouvernementale RIA Novosti, dont l'intégrité journalistique était pourtant reconnue à l'international, par *Rossia Segodnia*, il permet au Kremlin de renforcer son emprise sur l'audiovisuel du pays. Les programmes des entités culturelles, ainsi que ce paysage médiatique mouvant, nous permettent ainsi de saisir le contexte houleux dans lequel évolue *RBTH* de 2007 à 2016 et le rôle singulier qu'il occupe au sein de ce dispositif d'influence.

¹ Voir le site stopfake.org.

² *Ibid.*, p.433.

³ *Ibid.*, p.246.

I. RUSSIA BEYOND THE HEADLINES, UNE EXCEPTION AU SEIN DE LA DIPLOMATIE PUBLIQUE RUSSE ?

Aujourd'hui, les suppléments de *Russia Beyond the Headlines* (RBTH) n'existent plus. Pourtant, durant près d'une décennie, entre 2007 et 2016, ils investissent un espace essentiel de la diffusion médiatique internationale, celui de la presse écrite. Si la première incarnation de cette initiative intitulée *Trendline Russia* lancée en octobre 2006 se solde par un échec, le remplacement du projet par RBTH et l'émergence d'une nouvelle équipe éditoriale entièrement distincte de celle de *Rossiiskaïa Gazeta* lui donne un nouveau souffle au tournant des années 2010. Ainsi, au cours de son activité, RBTH diffuse ses insertions grâce aux partenariats qu'il noue avec plus d'une quarantaine d'organes de presses influents en Europe et aux États-Unis, ainsi qu'au Moyen-Orient, en Amérique latine et en Asie. Le *Washington Post*, le *Daily Telegraph*, *La Repubblica*, le *Süddeutsche Zeitung*, *Mainichi* ou encore *The Economic Times* ne sont que quelques-uns des nombreux médias ayant diffusé ces suppléments et participé à l'expansion de cette branche de la diplomatie publique russe. On s'interroge ainsi : qu'est-ce que le projet RBTH ? Quelle relation entretient-il avec sa maison-mère, *Rossiiskaïa Gazeta* ? Dans quel but s'est constituée cette constellation mondiale de partenariats ? En quoi la participation d'organes de presse dans la diffusion d'un papier consacré à une puissance étrangère complexifie-t-il notre rapport à l'influence ? Dès lors, comment situer cette diplomatie ? En nous appuyant sur les entretiens que nous avons réalisés auprès de différents acteurs de ce projet (voir Annexe 1), nous consacrons ce second chapitre aux mutations et à l'essor de RBTH, ainsi qu'à son fonctionnement interne et éditorial.

1) De *Trendline Russia* à *Russia Beyond the Headlines*

Russia Beyond the Headlines est l'héritier du projet *Trendline Russia* lancé en

octobre 2006 sous les auspices du journal officiel *Rossiiskaia Gazeta* à l'initiative de Mikhaïl Lessine¹. Pour des raisons éditoriales et financières, *Trendline Russia* est remanié à l'été 2007. Ce remaniement conduit non seulement à la conception d'un nouveau supplément, *RBTH*, mais il permet aussi de constituer une équipe éditoriale distincte de celle de *Rossiiskaia Gazeta*, qui se charge dès lors uniquement de la gestion financière du projet.

a) *Trendline Russia*, un échec éditorial

En octobre 2006, deux médias placés sous la direction de l'agence fédérale russe pour la Presse et les Communications de masse, *Rossiiskaia Gazeta* et l'agence de presse Ria-Novosti, produisent un supplément mensuel du nom de *Trendline Russia* dont la mission est de véhiculer une « image positive » de la Russie². Le *Washington Post*, le *Daily Telegraph*, le *People's Daily* en Chine et le *Times of India* comptent parmi les premiers partenaires³. Cette initiative qui vient alors se juxtaposer à celle de la chaîne RT n'est pas la première en son genre. Le projet *Russia! Magazine*, également financé par le gouvernement russe selon le *Moscow Times*, apparaît dès mai 2006 pour répandre une vision « pro-russe en Amérique » selon les propos de son éditeur qui l'inscrit dans le sillage de publications comme *Soviet Life* et *Russian Life*⁴. Dans un billet publié en octobre 2006 destiné à promouvoir l'implantation britannique de *Trendline Russia*, l'ambassadeur de Russie à Londres souligne qu'il s'agit de proposer une information « véridique et objective » sur le pays afin que les lecteurs comprennent « ses objectifs pacifiques de politique étrangère [...], la richesse de sa culture, de ses arts et de sa société⁵ ». L'empoisonnement quelques semaines plus tard du lanceur d'alerte russe exilé au Royaume-Uni, Alexandre Litvinenko⁶, rend la parution de cette version britannique d'autant plus urgente pour apaiser l'opinion publique locale⁷. Si le projet est en effet consacré à la mise en valeur du patrimoine culturel russe, il entend surtout présenter la

¹ « Имидж России подправят печатью » [« L'image de la Russie sera estampillée »], *Kommersant*, 18 octobre 2006.

² *Ibid.*

³ *Ibid.*

⁴ « Глянцевый журнал *Russia!* разъяснит американцам позицию Кремля » [« Le magazine brillant Russie ! expliquera la position du Kremlin aux Américains »], *Lenta.ru*, 26 mai 2006.

⁵ Message adressé le 1er octobre 2006 aux futurs lecteurs de *Trendline Russia* par Yury V Fedotov, l'ambassadeur de l'époque, disponible en anglais sur le site de l'ambassade russe de Grande-Bretagne : rusemb.org.uk

⁶ « L'ancien espion russe Alexandre Litvinenko est mort », *Libération*, 24 novembre 2006.

⁷ Delcour, Laure. « Comment la Russie voit-elle le monde ? Éléments d'analyse d'une politique étrangère en mutation », *Revue internationale et stratégique*, vol. 68, no. 4, 2007, pp. 133-141.

Russie comme une terre d'opportunités économiques. Le premier supplément diffusé au sein du *Washington Post* comprend ainsi un entretien avec nul autre qu'Evgueni Primakov, alors président de la Chambre du Commerce et de l'Industrie russe¹.

Si quinze journalistes de *Rossiiskaïa Gazeta* ainsi que des correspondants étrangers sont mobilisés pour produire les suppléments sous la direction du rédacteur en chef Vladimir Bogdanov – à ne pas confondre avec le magnat du pétrole², la qualité rédactionnelle souffre d'un déficit de notoriété notamment auprès de la sphère diplomatique. L'ambassadeur de Russie aux États-Unis de 1999 à 2008, Yurii Ouchakov, aurait ainsi adressé une lettre en 2007 à Sergueï Lavrov, ministre de Affaires étrangères, pour lui faire part de son mécontentement³. Lors de notre premier échange en avril 2021, le rédacteur en chef de *RBTH* Evgueni Abov, qui n'est alors pas impliqué dans le projet, en souligne les faiblesses éditoriales en se positionnant du point de vue des partenaires médiatiques :

For those newspapers to accept such a partnership was a risky decision. They not only understood that the quality of journalism would be below the expected level, but also that Rossiyskaya Gazeta was a governmental newspaper and thus were quite sure the supplements would be pure propaganda. By the way, they were right. The project did not work at all. [...] The general director of Rossiyskaya Gazeta [Alexandre Gorbenko] understood that he was not successfully promoting Russia abroad. [...] The design of those pages was Soviet design. At the time, newspapers were seeking a better balance between text and pictures, but the content prepared by Rossiyskaya Gazeta was just text, text, text⁴.

En plus de proposer des contenus inadaptés à ses cibles, *Trendline Russia* repose sur un modèle financier peu avantageux. Les médias partenaires facturent *Rossiiskaïa Gazeta* les tarifs des annonceurs classiques. Le coût de l'insertion mensuelle au sein du *Washington Post* est ainsi estimé à 70 000 dollars en 2006, alors que *Rossiiskaïa Gazeta* ne dispose que d'un budget de 2 millions de dollars pour couvrir les frais annuels de cette insertion et de la

¹ « Имидж России подправят печатью » [« L'image de la Russie sera estampillée »], *Kommersant*, 18 octobre 2006.

² *Ibid.*

³ Entretien avec Evgueni Abov, Zoom, 8 avril 2022.

⁴ Entretien avec Evgueni Abov, Zoom, 13 avril 2021.

britannique¹. Ces conditions, qui contraignent le journal à mobiliser ses ressources propres, compromettent donc la pérennité à long terme et la possibilité d'expansion du projet².

b) *Russia Beyond the Headlines*, un nouveau souffle éditorial

Ces difficultés sont à l'origine du remaniement éditorial et financier de *RBTH*. Le recrutement en 2007 d'un consultant externe, Evgueni Abov, ancien de *Moskovskie Novosti*, membre du Conseil de Surveillance de la World Association of News Publishers (WAN-IFRA) et vice-président de la Guild of Press Publishers (GIPP)³, permet d'apporter un regard neuf au projet. Le graphisme de ce dernier est d'ailleurs entièrement repensé par une agence espagnole basée à Barcelone et *Trendline Russia* devient *Russia Beyond the Headlines*. Si la mission du projet reste la même, Abov propose de recruter une nouvelle équipe rédactionnelle afin de mieux orienter cette initiative. Il évoque notamment le manque d'expérience internationale de l'équipe initiale :

The idea was that the foreign press was full of bad stories about Russia. The entire image was wrong. We wanted to explain to readers not what is happening in Russia, but why it's happening. I realized that this mission could not be achieved with Rossiyskaya Gazeta's old-school journalists⁴.

The main mistake was that the content was fully based on Rossiyskaya Gazeta's content. Rossiyskaya Gazeta is a newspaper that targets an internal Russian readership. Yet, writing about Russian events is not the same as doing so for foreigners who lack an understanding of the context. Additionally, the quality of journalism had nothing to do with the standards of Western journalism. Journalists who worked for Rossiyskaya Gazeta did not know about the codes of conduct of journalists and the independent press. They spoke different journalistic languages⁵.

Ces propos tenus par un acteur important de la presse étatique russe révèlent l'ambivalence qui irrigue la diffusion médiatique internationale du pays. D'un côté, Abov reconnaît l'incapacité d'une certaine partie de sa profession à produire un discours crédible, susceptible de susciter l'adhésion d'un public étranger, notamment

¹ « Российская газета » снабдит приложением 12 зарубежных изданий » [*Rossiiskaïa Gazeta* fournira une annexe à 12 publications étrangères], Lenta.ru, 18 octobre 2006.

² *Ibid.*

³ Biographie disponible sur riaccouncil.ru.

⁴ Entretien avec Evgueni Abov, Zoom, 13 avril 2021.

⁵ Entretien avec Evgueni Abov, Zoom, 8 avril 2022.

occidental. D'autre part, rectifier une représentation jugée biaisée de la Russie constitue un des objectifs essentiels du projet. Si ces propos sont contradictoires, l'intégration d'une nouvelle génération de professionnels, la plupart assez jeunes, ainsi que de journalistes étrangers, permet au projet d'éviter certains écueils. En effet, parmi les propositions formulées par Abov, celle de constituer une équipe éditoriale entièrement distincte de celle de *Rossiiskaia Gazeta* donne un nouveau souffle à cette initiative. Des bureaux modernes, divisés par pôles régionaux et linguistiques (voir Annexe 2), sont ainsi conçus pour accueillir la nouvelle rédaction du projet. Si ces derniers sont situés dans le même immeuble que ceux du journal officiel au 24/4 rue Pravdy à Moscou, *RBTH* occupe un étage différent et les équipes ne se côtoient pas, comme nous l'ont confirmé plusieurs *guest-editor*¹ et pigistes :

We sat in Rossiyskaya Gateza's building but had totally separate editorial offices².

Though we were based in the same building, the staff had nothing to do with Rossiyskaya Gateza³.

Rossiiskaia Gazeta était du point de vue russe le cadre juridique dans lequel pouvait se développer ce projet qui ne justifiait sans doute pas une structure à part entière, mais la présence de *Rossiiskaia Gazeta*, franchement, nous ne l'avons jamais sentie⁴.

Avec l'arrivée d'Abov, qui devient le rédacteur en chef de *RBTH* et directeur adjoint au sein de *Rossiiskaia Gazeta* – pour avoir plus de crédibilité auprès de la direction financière et administrative interne qui voit son arrivée d'un mauvais oeil⁵ – la direction principale se serait ainsi éloignée du projet. Toutefois, une étude du rôle et

¹ Le lecteur nous pardonnera cet anglicisme pour décrire un poste dont nous expliquerons la portée dans quelques pages.

² Entretien avec Lara McCoy, Zoom, 16 mars 2022.

³ Entretien avec Marina Darmaros, téléphone, 6 avril 2022.

⁴ Entretien avec Dimitri de Kochko, Zoom, 21 avril 2022.

⁵ Entretien avec Evgueni Abov, Zoom, 8 avril 2022.

de l'organigramme de *Rossiiskaia Gazeta* s'impose puisque *RBTH* en dépend juridiquement et financièrement tout au long de son activité.

c) *Rossiiskaia Gazeta*, maison-mère et principale source de financement de *RBTH*

Rossiiskaia Gazeta est une publication officielle créée par le gouvernement de la Fédération de Russie en novembre 1990. Elle diffuse régulièrement des documents et rapports portant sur les affaires de l'État russe. Afin d'entrer en vigueur, les textes de lois nationaux doivent y être préalablement publiés¹. En raison de sa proximité au pouvoir, c'est l'intermédiaire privilégié du Kremlin pour s'adresser aux citoyens qui peuvent se procurer un exemplaire de ses journaux à moindres frais². Les représentants du gouvernement lui accordent par ailleurs souvent des entretiens en exclusivité. Imprimé dans une trentaine de villes russes, sa diffusion s'élève à 300 000 exemplaires en 2006 et son chiffre d'affaires avoisine un milliard de roubles la même année³, soit 36,9 millions de dollars selon les taux de change en vigueur⁴. Lors du lancement de *RBTH*, Alexandre Gorbenko est le directeur général de *Rossiiskaia Gazeta*. Il occupe ce poste jusqu'en octobre 2010 avant de devenir le mois suivant le président du Conseil de direction⁵. Il cumule ce rôle avec celui de maire adjoint à la ville de Moscou en charge des médias, de la coopération interrégionale, de la publicité, des sports et du tourisme sous la direction de Sergueï Sopianine. Gorbenko est impliqué dans le traitement des demandes de manifestations formulées à l'automne 2011 par des organisations russes en réponse aux fraudes commises par le parti au pouvoir la Russie unie lors des élections législatives. Quelques mois plus tard, lors de la troisième élection présidentielle de Vladimir Poutine, Gorbenko refuse d'accorder le droit de manifester à l'opposition⁶. Pavel Negoitsa, un ancien correspondant à Rome dans les années 80 du journal des syndicats soviétiques *Trud*⁷,

¹ KONDRATOV, Alexander, « La persistance du soviétique dans le discours politique des dirigeants de la Russie contemporaine sur les technologies de l'information et de la communication », *ILCEA* [Online], 2015.

² Voir la page consacrée à *Rossiiskaia Gazeta* sur eurotopics.net.

³ « Партия власти требует 2,6 миллиарда рублей для газеты правительства » [Le Parti du pouvoir exige 2,6 milliards de roubles pour le journal du gouvernement], Lenta.ru, 29 septembre 2006.

⁴ Selon le taux de change fourni par l'OCDE, un rouble équivaut à 27,1 dollars en 2006. Voir data.oecd.org.

⁵ Les encarts consacrés aux équipes témoignent de ce changement. Voir le supplément *La Russie d'Aujourd'hui* du 17 novembre 2010, p.8. Disponible sur issuu.com.

⁶ DORMAN, Veronika, « L'opposition russe résiste aux procès de Moscou », *Libération*, 18 décembre 2012.

⁷ « Un journaliste soviétique dans l'avion du pape », cath.ch, 22 décembre 1989.

devient le Directeur Général du journal à partir de novembre 2010. Depuis 2001, Vladislav Fronin est, quant à lui, rédacteur en chef de cette publication officielle¹. Il travaillait précédemment pour *Komsomolskaïa Pravda* et a dirigé l'équipe de relations presse du parti politique de Viktor Tchernomyrdine, Notre maison, la Russie², dont l'activité s'achève en 2006.

À propos des relations qu'il entretient avec ces différentes personnes, Abov souligne d'une part la faible implication de Negoitsa dans *RBTH*, tandis qu'il explique, d'autre part, que Fronin intervient surtout pour partager son réseau :

Pavel Negoitsa was involved because we used Rossiyskaya Gazeta's account to fund the project. Mr. Fronin was not at all involved and he felt a little bit insulted by me because I took over content he had failed to successfully promote in the Post. He was skeptical about the project and stepped aside at first, but subsequently changed his mind. Sometimes, he would call me and tell me about a story worth considering. Editorial relations were like that. Or he would help me access high-ranked editors because, of course, he had more sources and connections than I did³.

Lorsque nous avons tenté de contacter Pavel Negoitsa en mars 2022, ce dernier a en effet transféré notre demande d'entretien à Abov qui a précisé : « *he personally hadn't been deeply involved in the editorial and production process of RBTH⁴* ». Au regard de ces différents éléments, il semblerait ainsi que *RBTH* ait entretenu avant tout une relation financière et juridique avec sa maison-mère. Bien que nous ne disposions pas d'informations comptables sur ce projet, les estimations sur le prix des insertions, dont les ordres de grandeur peuvent légitimement s'approcher de ceux évoqués dans le cas de *Trendline Russia*, apportent un éclairage sur les ressources financières dont dispose *RBTH*. En septembre 2008, un journaliste du *Guardian* révèle que le *Daily Telegraph* reçoit 40 000 pounds pour publier l'insertion⁵. Une source avec laquelle nous avons parlé et ayant souhaité rester anonyme, avance des

¹ Biographie disponible sur riaccouncil.ru.

² « Victor Tchernomyrdine, Parti Notre maison, la Russie », *Libération*, 16 décembre 1995.

³ Entretien avec Evgueni Abov, Zoom, 8 avril 2022.

⁴ Réponse formulée par courriel d'Evgueni Abov, 24 mars 2022.

⁵ MUIR, Hugh, « Diary », *The Guardian*, 2 septembre 2008.

sommes plus élevées, avoisinant les 100 000 dollars, pour l'une des insertions américaines.

2) Des partenariats d'envergure avec les titres les plus influents de la presse écrite internationale

Le mode de diffusion de *RBTH* repose tout au long de son existence sur des partenariats papiers et numériques noués avec des organes de presse étrangers. Audinet parle d'un système de « syndication », tandis que le terme *media-brokerage* est aussi employé pour décrire ce type de relations. Peu contraignants pour le média rémunéré qui se charge simplement d'imprimer et de diffuser les suppléments, ces partenariats permettent aussi de renflouer les ressources financières du secteur de la presse écrite. Au tournant des années 2010, les médias traditionnels sont en effet touchés de plein fouet par l'avènement de la presse gratuite et contraints de réorienter leur fonctionnement vers le « double financement », un modèle au sein duquel l'annonceur joue un rôle de plus en plus déterminant¹. Nous avons dénombré une quarantaine de partenariats, pas tous simultanés, au cours de la période d'activité de l'initiative (voir Annexe 3). Si la ligne éditoriale ne constitue pas un critère déterminant dans le choix des partenaires comme nous le verrons dans le cas du *Figaro*, la notoriété est, en revanche, le dénominateur commun à l'ensemble de ces alliances.

a) Notoriété et taux élevé de diffusion, les critères principaux d'association

RBTH construit un véritable réseau de partenariats avec des titres de presse implantés en Europe et aux États-Unis, ainsi qu'au Moyen-Orient, en Amérique latine et en Asie. Le quotidien américain de centre-gauche le *Washington Post* est l'un des plus anciens partenaires du média. En 2010, son taux de diffusion quotidien s'élève à 583 000 exemplaires². Il appartient à la famille Graham lorsque la diffusion du supplément *Russia Now* de *RBTH* débute au sein de ses pages. Katharine Graham, petite-fille de la célèbre journaliste américaine éponyme, est éditrice au *Post* lorsque

¹ LE FLOCH, Patrick, SONNAC, Nathalie. *Économie de la presse à l'ère numérique*. La Découverte, 2013.

² Disponible sur www.slideshare.net/RussiaNow.

le contrat prend forme. Son engouement à l'égard du projet est souvent cité dans la documentation commerciale de *RBTH*. « Nous sommes très satisfaits par ce supplément russe. Il offre à nos lecteurs la possibilité de comprendre les perspectives russes depuis l'intérieur, comme le confirment leurs témoignages¹ », affirme-t-elle circa décembre 2009. En octobre 2013, le milliardaire Jeff Bezos rachète le média sans influence sur la poursuite du partenariat². Quant au *Daily Telegraph*, quotidien britannique conservateur, il fait aussi parti des grands médias ayant apporté une caution internationale à ce projet. Son taux de diffusion quotidien est estimé à 500 000 exemplaires au Royaume-Uni³. Si la plupart des partenariats sont rémunérés, d'autres sont conclus de façon quasi-gratuite comme les partenariats serbes (*Nedeljnik*, *Politika*), thaïlandais (*The Nation*, *The Phuket News*) ou encore indiens⁴. Ainsi, à eux deux, *The Times of India* et *The Economic Times* représentent 980 000 exemplaires diffusés quotidiennement en 2011⁵. En additionnant l'ensemble des taux de diffusion de ses partenaires, *RBTH* estime ainsi diffuser mensuellement 3,7 millions d'insertions à travers le monde en 2010⁶. Comme ces chiffres, les suivants sont toutefois à manipuler avec précaution. Dans l'insertion du *Figaro* publiée le 16 avril 2014, date à partir de laquelle *RBTH* commence à publier régulièrement des données sur ses audiences, le projet estime atteindre une audience totale de 33 millions de personnes grâce à ses 26 suppléments et 19 sites internet⁷. Dans la dernière insertion du *Figaro* publiée le 20 avril 2016, *RBTH* estime atteindre 27,2 millions de personnes grâce à ses 37 insertions – nous en avons compté 22 – et 22 sites internet⁸. Bien qu'incertains, ces chiffres révèlent l'ampleur de l'audience dont jouit le projet même après l'intervention russe en Ukraine en février 2014. Le quotidien allemand, le *Süddeutsche Zeitung*, est d'ailleurs le seul à avoir volontairement cessé sa collaboration avec *RBTH* à la suite de ces événements. Le quotidien économique *Handelsblatt* lui succède aussitôt pour diffuser le supplément russe sur le marché allemand¹.

¹ Disponible sur www.slideshare.net/RussiaNow.

² Disponible sur washingtonpost.com.

³ Disponible sur www.slideshare.net/RussiaNow.

⁴ Entretien avec Evgueni Abov, Zoom, 8 avril 2022.

⁵ Disponible sur www.slideshare.net/RussiaNow.

⁶ *Ibid.*

⁷ Supplément du *Figaro*, *La Russie d'Aujourd'hui*, 16 avril 2014, p.2. Disponible sur issuu.com.

⁸ Supplément du *Figaro*, *La Russie d'Aujourd'hui*, 20 avril 2016, p.2. Disponible sur issuu.com.

b) Le cas du lancement du partenariat avec *Le Figaro*, un cheminement étonnant

La France est le second pays européen au sein duquel se déploie *RBTH* après le Royaume-Uni. Si *RBTH* souhaite initialement s'adosser au *Monde* pour conquérir l'élite française, il conclut finalement un partenariat avec son rival, *Le Figaro*. Encouragé par ses contacts au sein de WAN-IFRA, Abov obtient un rendez-vous en 2009 avec l'équipe commerciale du *Monde*. Toutefois, le rendez-vous est annulé au dernier moment. Un responsable du département invoque la déontologie journalistique. « *The person in their advertising department cancelled our meeting explaining that Le Monde would never be in an alliance with a governmental newspaper in Russia*² » se souvient Abov qui se tourne ensuite vers *Le Figaro*. Il est accueilli par Eileen Le Muet, alors en charge du réseau de publicité internationale du groupe³:

*She said she had only 20 minutes to speak with me – no more. In reality, our discussion lasted two hours. She was very enthusiastic about our idea and managed to persuade the editorial board to work with us*⁴.

*She managed to convince the chief editor [Étienne Maugeotte] who never comes to their floor to speak with me. It was the first time he ever came. The wall between the advertising and editorial office was very thick. He changed this tradition and must have spent at least 20 minutes with us. During my presentation, his eyes were closed, I thought he was sleeping... When he finally opened them, he said he liked the project*⁵.

Avec une diffusion payée quotidienne estimée à 315 063 exemplaires¹, *Le Figaro* est en 2010 le premier quotidien national français. Le lancement en novembre 2009 des suppléments mensuels *La Russie d'Aujourd'hui* est ainsi un tour de force majeur, qui ne passe pas inaperçu. À la suite du rachat du *Monde* par Pierre Bergé, Xavier Niel et

¹ Entretien avec Evgueni Abov, Zoom, 8 avril 2022.

² Entretien avec Evgueni Abov, Zoom, 13 avril 2021.

³ Contactée à plusieurs reprises par courriel depuis avril 2021, Mme Le Muet n'a pas donné suite à nos sollicitations pour un entretien.

⁴ Entretien avec Evgueni Abov, Zoom, 13 avril 2021.

⁵ Entretien avec Evgueni Abov, Zoom, 8 avril 2022.

Matthieu Pigasse en novembre 2010², un représentant du quotidien reprend contact avec Abov pour lui faire une contre-proposition qu'il n'est plus en mesure d'accepter :

They contacted us and asked why we were working with Le Figaro and not with them. You denied us, I said! While we did arrange several subsequent meetings and recognized the importance of their circulation, we could not respond favorably to their offer as our budget was limited³.

Ce témoignage est corroboré par deux autres personnes ayant travaillé pour *RBTH*, dont la rédactrice pour l'édition française de 2014 jusqu'à 2016, Flora Mussa, et le *subeditor*⁴ pour cette même édition, Jean-Louis Turlin, de 2009 à 2016. Lors d'un entretien commun qu'ils nous ont accordé en avril 2022, ils expliquent que l'équipe commerciale du *Monde* soumet en effet par la suite plusieurs contre-propositions à *RBTH*. Flora Mussa a également indiqué qu'en 2015 *RBTH* a reçu une proposition d'un autre grand média français dont elle a préféré taire le nom⁵.

c) Étiqueter les suppléments, une exigence incontournable des médias partenaires

En exigeant la présence systématique de plusieurs mentions permettant d'identifier la provenance des suppléments, les médias partenaires veillent à ce que leurs lecteurs soient en mesure de comprendre que ces insertions sont produites par une entité externe au média. Si Golan et Viatchaninova affirment « *research has indicated that many advertorials fail to clearly label themselves as paid-for content that is distinct from the newspaper content¹* », il semblerait que *RBTH* se distingue de cette généralité. En effet, dans le bandeau de chaque Une de supplément, il est conventionnel de lire : « Ce supplément de

¹ LARROQUE, Philippe, « Diffusion : *Le Figaro* reste en tête des quotidiens nationaux », *Le Figaro*, 3 décembre 2010.

² « *Le Monde* a conclu sa recapitalisation », *Le Monde*, 3 novembre 2010.

³ Entretien avec Evgueni Abov, 13 avril 2021.

⁴ Le lecteur nous pardonnera cet anglicisme pour décrire un poste dont nous expliquerons la portée dans quelques pages.

⁵ Entretien commun avec Flora Mussa et Jean-Louis Turlin, Zoom, 9 avril 2022.

[X] pages est édité et publié par *Rossiyskaya Gazeta* (Russie), qui assume l'entière responsabilité de son contenu² ». Dans l'élaboration de cette mention, les partenaires américaines vont plus loin en explicitant « *and did not involve the reporting or editing staff of [journal concerné]*³ ». Si le supplément est présenté comme un « *special advertising*⁴ » ou un « *pull-out*⁵ » dans les journaux américains, les insertions sont caractérisées avec plus de souplesse dans d'autres éditions comme le reflète la mention « supplément spécial⁶ ». Jean-Louis Turlin, qui travaillait à distance depuis les États-Unis comme *subeditor*⁷ de la version française rapporte que *RBTH* a tenté d'assouplir les exigences imposées par le *New York Times*. Toutefois, d'après lui, « il n'était pas question que le *New York Times* change sa politique. Il y a un mur infranchissable entre le rédactionnel et le commercial dans la presse américaine⁸ ».

L'insertion *La Russie d'Aujourd'hui* du *Figaro* est par exemple d'abord qualifiée de « communiqué⁹ » jusqu'en décembre 2012, puis d'« édition¹⁰ » jusqu'en février 2014, avant de devenir un « supplément¹¹ » le mois suivant. Si les journaux américains semblent plus intransigeants sur les terminologies employées pour définir ce projet, Philippe Gélie, le rédacteur en chef du Service International au *Figaro* depuis 2013, missionné de relire le supplément, est très clair : « le service éditorial du *Figaro* n'a eu aucune responsabilité éditoriale dans la fabrication des suppléments de *RBTH* » et « n'a jamais été associé à une réflexion commerciale ou éditoriale¹² ». Avec la possibilité de faire usage d'un « droit de veto » en cas d'écart majeur de la part du partenaire, l'implication de Gélie se résume à une relecture de « 10 minutes » des dossiers que lui soumet Jean-Louis Turlin pour vérifier « qu'il n'y a rien de honteux, de scandaleux ou de contraire à la vérité ». Gélie estime qu'il est appréciable que le

¹ GOLAN, VIATCHANINOVA, « *Gouvernement Social Responsibility in Public Diplomacy* », *op. cit.*, 2013, p.1271.

² Voir la première page des insertions du *Figaro*. Disponible sur <https://issuu.com/larussiedaujourd'hui>.

³ Voir par exemple la Une de l'insertion du *New York Times*. Disponible sur <https://issuu.com/rbth>.

⁴ Voir par exemple la Une de l'insertion du *New York Times*. Disponible sur <https://issuu.com/rbth>.

⁵ Voir par exemple la Une de l'insertion du *Washington Post*. Disponible sur <https://issuu.com/rbth>.

⁶ Voir par exemple la Une de l'insertion de *The Nation*. Disponible sur <https://issuu.com/rbth>.

⁷ Le lecteur nous pardonnera cet anglicisme pour décrire un poste dont nous expliquerons la portée dans quelques pages.

⁸ Entretien commun avec Flora Mussa et Jean-Louis Turlin, Zoom, 9 avril 2022.

⁹ Supplément du *Figaro*, 19 décembre 2012, p.2. Disponible sur <https://issuu.com/larussiedaujourd'hui>.

¹⁰ Supplément du *Figaro*, 20 février 2013, p.2. Disponible sur <https://issuu.com/larussiedaujourd'hui>.

¹¹ Supplément du *Figaro*, 19 mars 2014, p.2. Disponible sur <https://issuu.com/larussiedaujourd'hui>.

¹² Entretien avec Philippe Gélie, téléphone, 15 avril 2022.

service commercial lui ait accordé une visibilité sur ce type de partenariat long terme qui se distingue des accords payés au prix fort. À ses yeux, il s'agit surtout d'éviter que l'équipe éditoriale ne se trouve « devant le fait accompli » si les suppléments venaient à contredire une information ou un reportage produit par les journalistes du *Figaro* dans la rubrique internationale. S'il reconnaît avoir eu recours à son « droit de veto » lors de ses relectures des insertions du *China Daily*, autre partenaire important du *Figaro*, il indique ne jamais avoir eu à censurer le cahier *RBTH*. Sans ambages, il reconnaît que les rédacteurs « étaient assez malins pour ne pas essayer de nous vendre de la propagande épaisse et mensongère ».

3) Susciter l'adhésion d'un public étranger en garantissant l'intégrité journalistique des suppléments

Afin de ne pas réitérer les erreurs commises par *Trendline Russia*, les équipes de *RBTH* et les médias partenaires procèdent à plusieurs remaniements. La création des postes de *subeditor* (désigné par le média partenaire) et de *guest-editor* (désigné par *RBTH*) permet de garantir l'intégrité journalistique des insertions. Le recrutement d'une diversité de profils, notamment de personnes étrangères, constitue une autre façon de produire des suppléments de qualité. La conclusion d'accords avec d'autres médias étrangers et russes, parfois de l'opposition, autorisant la republication de leurs articles s'ajoute à cette stratégie, tout comme la sollicitation fréquente de journalistes spécialisés externes à *RBTH*.

a) Le *subeditor*, un intermédiaire entre les partenaires médiatiques et *RBTH*

Comme nous l'avons appris grâce au témoignage de Philippe Gélie, les médias partenaires s'assurent de ne pas impliquer leur propre équipe éditoriale dans le projet, *RBTH* traitant essentiellement avec les services consacrés à la publicité. Toutefois, la plupart désigne un *subeditor*, c'est-à-dire une personne intermédiaire possédant une fine connaissance de la ligne éditoriale du média partenaire et chargée d'apporter des ajustements finaux aux suppléments. Abov souligne la centralité de ce rôle qui s'apparente à celui d'un formateur :

We agreed with our partners' boards that they would introduce subeditors to help our young writers and editors follow the rules and standards of Western journalism. This was a major element of our model. The subeditors not only rewrote stories, but also explained to our journalists how to produce strong stories. [...] Of course, all headlines were written by a local subeditor¹.

Ces intermédiaires dont la rémunération est couverte par *RBTH* ont souvent précédemment travaillé pour le média partenaire à l'instar de Jean-Louis Turlin, ancien correspondant étranger au *Figaro* qui assume cette responsabilité depuis New-York de 2009 à 2016 pour l'édition française. Il apporte plusieurs éléments pour expliquer sa nomination à ce poste :

On m'a fait valoir que parmi les critères qui étaient exigés, qu'il fallait quelqu'un de confiance, qui ait fait la preuve de sa compétence et surtout qui ne soit pas membre du personnel actif. J'étais à la fois un acteur externe au *Figaro* tout en y étant réintroduit².

Le parcours de la journaliste américaine Nora Fitzgerald ressemble à celui de Turlin. Elle aussi correspondante depuis 1998 pour le *Washington Post* lorsque le journal américain lui propose de devenir la *subeditor* de l'insertion *Russia Now* au sein du *Post*³. Nous avons rencontré un autre profil, celui de Felipe Gil, relecteur brésilien de l'insertion de *Jornal do Brasil*, ayant cessé en 2010. Il n'avait précédemment pas travaillé pour le journal, mais sa connaissance du lectorat brésilien lui permet d'intervenir sur le supplément afin qu'il corresponde aux attentes de cette cible :

An editor from the Jornal do Brasil edition saw the supplement and said it didn't speak to the Brazilian audience. They wanted to hire Brazilian editors in charge of « tropicalizing » the content to make it more relevant to a local audience. [...] Our job was to access WoodWing [logiciel de conception

¹ Entretien avec Egvueni Abov, Zoom, 13 avril 2021.

² Entretien commun avec Flora Mussa et Jean-Louis Turlin, Zoom, 9 avril 2022.

³ Entretien avec Nora Fitzgerald, Zoom, 9 avril 2021.

éditoriale] *and edit the text. Each supplement and angle was already determined. We were the last link in the chain*¹.

Au regard de ces témoignages, la citation suivante de Golan et Viatchaninova, contestant toute possibilité de négociation de la part du média partenaire, mérite d'être nuancée : « *[T]he advertorial is not subject to editorial decision making*² ». En effet, il semblerait que le *subeditor* imposé à *RBTH* par les organes de presse partenaires ait joué un rôle de garde-fou de l'information au sein du projet. Il n'était pas le seul.

b) Le *guest-editor*, un journaliste de *RBTH* originaire du pays ciblé

L'introduction du poste de *guest-editor*, initiative interne de *RBTH*, permet, quant à elle, de soulager celui de *subeditor* tout en renforçant les pôles éditoriaux du projet. Ces personnes, qui travaillent depuis le siège de *RBTH* à Moscou ou ailleurs, ont toutes comme langue maternelle celle de leur supplément. Selon Abov, leur travail permet d'anticiper celui du *subeditor* :

*To lessen the scope of challenges we were facing, we introduced another position in our staff schedule: major speaking guest-editors. Before we sent a story to subeditors, it was fully controlled and managed by guest-editors. Translation was conducted by native interpreters, some of which we found with the help of our host newspapers*³.

Le témoignage de Marina Darmaros, *guest-editor* de 2010 à 2016 de l'insertion brésilienne dans le quotidien *Folha de S. Paulo* (qui succède au partenariat avec *Jornal do Brasil* déjà évoqué), permet de comprendre l'importance de ce rôle. Darmaros réajuste les articles que lui soumettent les journalistes russes du pôle brésilien afin qu'ils soient conformes à la « règle des 5W ou de la pyramide inversée », ce qui n'était pas toujours le cas d'après son expérience⁴. Elle veille

¹ Entretien avec Felipe Gil, Zoom, 28 mars 2022.

² GOLAN, VIATCHANINOVA, « *Gouvernement Social Responsibility in Public Diplomacy* », *op. cit.*, 2013, p.1271.

³ Entretien avec Evgueni Abov, Zoom, 13 avril 2021.

⁴ Entretien avec Marina Darmaros, téléphone, 6 avril 2022.

également à équilibrer les articles que lui soumet le pôle central, ainsi qu'à leur pertinence pour le lectorat brésilien :

If we received a single-sided article, we added the other side of the story. If we received a story that lacked a point of convergence with Brazil, we obtained interviews to add proximity for our readership. [...] Abov understood we would not obtain our readers' trust if we didn't consider the other side of the story. It was « wise-kind » of propaganda¹.

Par ailleurs, lorsque le projet décide d'uniformiser la marque *RBTH* en mars 2014 en remplaçant les titres propres aux éditions régionales par la désignation anglaise « *Russia Beyond the Headlines* », le pôle brésilien recommande d'éviter l'usage de termes anglais et de privilégier plutôt des mots en portugais². Ainsi, en première page de l'édition brésilienne, le titre « *Rússia* » [Russie] est privilégié.

c) La diversité des contributeurs et des articles de *RBTH*

Les différents suppléments de *RBTH* présentent tous une diversité d'articles, certains rédigés par des journalistes de *RBTH*, d'autres rédigés par des journalistes externes au projet sollicités ponctuellement comme le suggère la mention « *Spécialement pour RBTH* » qui accompagne ces articles. Enfin, *RBTH* publie également des articles issus d'une diversité de médias souvent sur la base d'un accord entre les deux parties.

- Les journalistes internes à *RBTH*

Commençons par les journalistes et traducteurs de *RBTH*. La plupart maîtrisent deux langues et ont entre 27 et 29 ans – pour référence la moyenne d'âge à *Rossiiskaia Gazeta* est alors située entre 45 et 50 ans³. La plupart disposent d'un ou plusieurs diplômes souvent en lien avec le journalisme. La faculté de journalisme de l'université d'État de Moscou (MGU) ou celle de l'amitié des peuples de Russie

¹ Entretien avec Marina Darmaros, téléphone, 6 avril 2022.

² *Ibid.*

³ Entretien avec Evgueni Abov, Zoom, 8 avril 2022.

(RUDN) ont été citées lors de nos entretiens, ainsi que des universités étrangères. En raison de leurs profils internationaux, ces journalistes sont souvent mieux rémunérés que ceux de *Rossiiskaia Gazeta*¹. Notons enfin que tandis que les rédacteurs des différents pôles linguistiques et régionaux – environ 75 personnes – travaillent à temps plein pour le projet depuis le siège de Moscou, les *guest-editor* et traducteurs sont souvent impliqués à temps partiel et parfois à distance. Toutefois, les chemins de ces personnes ont l'occasion de se croiser, notamment à l'occasion des *Partners Meeting* annuels auxquels sont invités l'ensemble des équipes et des partenaires de *RBTH* chaque année. Le profil de Flora Mussa, rédactrice russo-syrienne pour le pôle francophone de *RBTH*, révèle la diversité des parcours des journalistes du média. Titulaire d'une maîtrise en linguistique de l'université de Damas, Mussa travaille comme traductrice de dépêches pour RIA-Novosti avant de rejoindre *RBTH* en 2014. Grâce à sa maîtrise bilingue du français et du russe, elle est en mesure de construire efficacement le « synopsis » de chaque numéro qu'elle soumet ensuite au *guest-editor* de l'édition française, Emmanuel Grynszpan², et à Turlin, le *subeditor* de l'édition dont nous avons déjà parlé. Mussa envoie aussi son travail au rédacteur en chef des rédactions internationales de *RBTH*, Pavel Golub. Précisons que ce poste n'existait pas avant novembre 2013³. Sa création est peut-être liée à une volonté d'encadrer la réalisation des différents suppléments. Toutefois, au regard des éléments déjà apportés dans les parties précédentes, cette hypothèse est peu probable. D'ailleurs, lors de notre entretien en mars 2022, la *guest-editor* du *New York Times*, Lara McCoy, qui interagit étroitement avec le *subeditor* de la publication, Daniel Simmons⁴, confirme « *the partners always had the final say as to what got published*⁵ ». Une fois finie, la maquette construite par Mussa contient notamment des articles communs à toutes les insertions internationales provenant de la *rédaction centrale* et d'articles commandés. Elle précise :

Parfois avec l'édition allemande ou belge, on avait les mêmes articles. On s'accordait à publier des commandes communes. Il m'arrivait aussi de demander l'avis d'Emmanuel ou de Jean-Louis pour les thèmes politiques ou

¹ *Ibid.*

² Nous avons sollicité Emmanuel Grynszpan par courriel en mars 2022 pour un entretien sans succès.

³ Supplément du *Figaro*, 20 novembre 2013, p.6. Disponible sur issuu.com/larussiedaujourd'hui.

⁴ Nous avons sollicité Daniel Simmons en mars 2022 pour un entretien mais il a décliné.

⁵ Entretien avec Lara McCoy, Zoom, 16 mars 2022.

internationaux. Si quelque chose ne me paraissait pas équilibré, j'ajoutais l'avis d'un expert pour équilibrer le papier¹.

La production des cahiers relève ainsi d'un travail de co-construction puisque Mussa est en mesure d'adapter le supplément au lectorat français grâce aux conseils qu'elle reçoit. Lara McCoy, quant à elle, décrit également la négociation comme une pratique d'échange courante entre les différents pôles de *RBTH* :

Every month, the head editor for each cluster or language would suggest topics to write about. Everything came in Russian. We, as the head of the country or cluster, would then translate what we wanted. [...] I had the most conflict with the team from the Balkans because what is going to be published in Serbia is not going to fly in the US. This is one of the things that I think made RBTH so interesting and balanced. We had to cater to all those audiences and discuss from which angle we were going to commission an article².

- **Les journalistes et articles externes à *RBTH***

Les journalistes de *RBTH* font ainsi fréquemment appel à des journalistes et spécialistes extérieurs pour enrichir le contenu des suppléments. Ainsi, d'après notre étude de ceux du *Figaro*, l'analyste politique Fiodor Loukianov ou encore l'ancien chef de rédaction du quotidien *Izvestia* Gueorgui Bovt³ tiennent une chronique régulière dans la rubrique « Opinion ». Dmitri Trenin, ancien directeur du Centre Carnegie de Moscou, « premier *think tank* indépendant à ouvrir en Russie après la chute de l'Union soviétique¹ » contribue aussi à enrichir les suppléments comme le journaliste et ancien rédacteur en chef adjoint de la radio Kommersant FM, Konstantin von Eggert, L'ancienne correspondante du journal *Kommersant* et auteur de *Première personne*, Natalia Gevorkyan tient, quant à elle, chaque mois la chronique d'humour « Ces Sacrés Français » jusqu'en septembre 2011 en miroir de celle du journaliste expatrié, François Perreault, « Ces Sacrés Russes ». À cette

¹ Entretien avec Flora Mussa, Zoom, le 30 mars 2022.

² Entretien avec Lara McCoy, Zoom, 16 mars 2022.

³ AUDINET, 2020, *op. cit.*, p.295.

diversité journalistique s'ajoute la diversité d'articles issus d'autres médias que les journalistes de *RBTH* sélectionnent et intègrent dans les insertions. Abov indique en effet avoir conclu des accords de rediffusion à titre gracieux et selon les conditions suivantes :

We borrowed articles from other media. We had a special agreement with The Moscow Times that gave us permission to use a maximum of 10 articles of theirs per month. Other news outlets let us use their articles on the condition that we would not damage, nor make any editorial changes to their content and bear full responsibility for their translation².

Au-delà de la présence de nombreux articles du *Moscow Times* dans les insertions du *Figaro*, nous constatons ainsi des articles issus d'une diversité de médias comme *Kommersant*, *Business New Europe*, *Vedomosti*, *gazeta.ru*, *lenta.ru*, *Izvestia*, *Ria Novosti*, *Moskovski Komsomolets*, *Nezavissimaïa Gazeta*. Des extraits d'articles sont également publiés dans le cadre de la rubrique « Lu dans la presse » qui porte sur des sujets d'actualité ou sensibles. Cette rubrique est préparée jusqu'à fin 2013 par Veronika Dorman³, désormais journaliste à *Libération* et auteure en avril 2015 d'un reportage sur les « usines à trolls » du Kremlin⁴.

- **La publicité au sein des pages de *RBTH***

D'après nos entretiens, la publicité se fait rare au sein des pages du supplément français de *RBTH* qui peinait à attirer des annonceurs. Toutefois, quelques entreprises, la ville de Moscou et des forums y diffusent parfois des annonces. La société ferroviaire russe Russian Railways soumet ainsi des annonces de grande taille au supplément, comme celle publiée en septembre 2015, période durant laquelle le média avait supprimé plusieurs chroniques⁵. En mai 2013, une publicité réalisée par United Aircraft Corporation (UAC)

¹ Communiqué de presse du Centre Carnegie de Moscou, 18 avril 2022.

² Entretien avec Evgueni Abov, Zoom, 8 avril 2022.

³ Nous avons sollicité Veronika Dorman par courriel en mars 2022 pour un entretien sans succès.

⁴ DORMAN, Veronika, « Le Kremlin invente l'usine à trolls », *Libération*, 16 avril 2015.

⁵ Supplément du *Figaro*, 15 septembre 2015, p.7. Disponible sur issuu.com/larussiedaujourd'hui.

fait appel aux « idées nouvelles » et aux « jeunes talents¹ ». Enfin, il était commun que l'Office du Tourisme de Moscou fasse la promotion d'événements tels que le festival « Circle of Light » en septembre 2015 et de son site travel2moscow.com à l'occasion des fêtes de fin d'année. En novembre 2015, une publicité souligne par exemple que la chute du rouble de près de 40 % « a rendu les séjours en Russie beaucoup plus accessibles aux touristes étrangers² » et présente des estimations tarifaires pour plusieurs activités.

Golan et Viatchaninova affirment « *[b]ecause the advertorial is a paid-for advertisement rather than an information subsidy often used in mediated public diplomacy [...], it provides the government with complete control over the framing of the nation and its foreign policy³* ». Toutefois, au regard de l'analyse que nous venons d'élaborer de *RBTH*, ce propos mérite d'être nuancé. La présence de personnes spécialement mandatées par le média partenaire (les *subeditors*) pour amender les suppléments et exercer en cas de besoin un « droit de veto » sur le contenu de ceux-ci singularise ce projet au sein de la diplomatie publique russe. Cette étude révèle en effet l'autonomie éditoriale de *RBTH* par rapport à *Rossiïskaïa Gazeta*, tout autant que les contraintes éditoriales que lui imposent de façon indirecte les journaux partenaires. La verticalité du pouvoir que nous avons constatée dans le chapitre précédent à l'étude d'autres entités de la diplomatie publique russe semble ici marginale. En effet, au regard de la durée des partenariats que nous attribuons à la qualité de ce projet, nous pouvons considérer qu'il fait figure d'exception au sein du dispositif d'influence russe. Pour citer une dernière fois Abov, « *we were targeting the audiences of eminent newspapers, critically-minded people, who valued quality journalism and would not accept propaganda⁴* ».

¹ Supplément du *Figaro*, 24 mai 2013, p.4.

² Supplément du *Figaro*, 13 novembre 2015, p.7.

³ GOLAN, VIATCHANINOVA, « *Government Social Responsibility in Public Diplomacy* », *op. cit.*, 2013, p.1279.

⁴ Entretien Evgueni Abov, Zoom, 13 avril 2021.

III. CONJUGUER L'INFORMATION ET LA COMMUNICATION : AU CŒUR DE LA LIGNE ÉDITORIALE DE *LA RUSSIE D'AUJOURD'HUI*

« *Over the rainbow, the Soviet market awaits*¹ » pouvait-on lire en février 1991 dans le neuvième numéro de *Business in the USSR*, magazine initié par le groupe Socpresse de Robert Hersant, ancien propriétaire du *Figaro*² (voir Annexe 4). Vingt ans plus tard, comme un clin d'œil involontaire au passé, *Le Figaro*, vaisseau amiral du groupe éponyme et propriété de Dassault depuis 2004, accueille chaque mois l'insertion mensuelle *La Russie d'Aujourd'hui*³ de novembre 2009 à avril 2016. Si ces deux initiatives ne répondent pas aux mêmes objectifs, puisque *Business in the USSR* est un projet privé initié depuis l'Europe vers l'Union soviétique de 1990 à 1991, elles révèlent toutefois le rôle central que joue la presse écrite dans l'élaboration de ponts culturels entre les pays. *La Russie d'Aujourd'hui* est une initiative étatique financée par l'État russe. Toutefois, elle semble soumise aux exigences de qualité, c'est-à-dire d'intégrité journalistique, que lui imposent ses partenaires étrangers comme nous avons tenté de le démontrer. Pour comprendre plus précisément de quoi nous parlons, une immersion au cœur de la ligne éditoriale de ce projet s'avère nécessaire. Nous avons ainsi choisi d'appuyer notre réflexion sur un corpus constitué de 21 suppléments parmi les 60 publiés au cours de ce partenariat. La sélection a été réalisée de manière à reconstituer environ deux années de parution malgré les contraintes relatives à cet échantillonnage, certaines publications de suppléments ayant été irrégulières.

Dans leur étude, Golan et Viatchaninova soulignent que les sujets les plus saillants

¹ Jean-Louis Turlin nous a transmis une copie de *Business in the USSR* dont nous citons le sommaire. Plusieurs copies sont disponibles dans l'Annexe 4.

² « 'Hommes d'affaires' et 'Business in USSR' : M. Hersant va lancer deux magazines en URSS », *Le Monde*, 8 mars 1990.

dans les suppléments de *RBTH* indépendamment de leur cible sont l'économie, les arts et la culture, les relations internationales et la politique intérieure russe¹. Ils reconnaissent toutefois les limites de leur analyse : « *[k]ey limitations of this study are its highly descriptive nature and its dichotomous variables that provide a low level of measurement*² ». En effet, la subjectivité inhérente à la catégorisation d'informations, ainsi que l'étude de réception et d'impact est un enjeu de taille pour notre sujet. Nous proposons ainsi d'apporter davantage de relief à l'étude des suppléments français en étudiant le style journalistique des articles.

Comme le précise chaque insertion, « *La Russie d'Aujourd'hui* entend offrir à ses lecteurs des informations neutres et fiables destinées à favoriser une meilleure connaissance de la Russie ». Cette clarification, destinée à rassurer le lecteur, révèle la volonté de la part de l'équipe éditoriale de *RBTH* d'anticiper les critiques dont ses cahiers pourraient faire l'objet. En même temps, cette précision révèle un complexe vis-à-vis du passé soviétique russe et surtout vis-à-vis du contexte contemporain de la circulation de l'information dans le pays. Ce chapitre tente ainsi de comprendre à travers une étude de thématiques saillantes comment s'articule cette mission et si elle concorde avec les grands principes du *soft power*. Nous supposons que c'est le cas sans négliger le contexte de raidissement de la politique intérieure et étrangère russe qui intervient en parallèle du projet. En effet, il est important de mentionner que l'intervention militaire russe en Ukraine en février 2014 est à l'origine de la déclaration suivante d'Evgueni Abov publiée dans l'ensemble des suppléments y compris celui du *Figaro* en mars 2014 :

Depuis quatre ans, nous sortions un supplément que vous connaissiez sous le nom *La Russie d'Aujourd'hui* avec le journal *Le Figaro*. Désormais, cette publication s'appelle *Russia Beyond the Headlines (RBTH)*. Le changement de nom témoigne de notre volonté de dépasser les stéréotypes souvent véhiculés pour évoquer la Russie. Cette démarche implique une modification de notre ligne éditoriale. Nous ne voulons pas seulement informer. Nous souhaitons aller au-delà de ce qui fait la Une des journaux et fournir une analyse

¹ GOLAN, VIATCHANINOVA, « *Gouvernement Social Responsibility in Public Diplomacy* », *op. cit.*, 2013, p.1274.

² *Ibid.*, p.1279.

approfondie des réalités politiques, sociales, culturelles et économiques du pays. Nos articles offriront des perspectives diverses et présenteront une autre Russie. Celle, justement, qui se cache derrière les stéréotypes¹.

Cette déclaration semble réitérer la mission initiale du média tout en introduisant un objectif nouveau, celui de « dépasser les stéréotypes ». Elle rappelle la posture ambiguë du gouvernement précédemment évoquée à l'égard du *soft power*. Ce remaniement éditorial coïncide aussi avec la marginalisation du poste de *guest-editor* de *RBTH* dans certaines régions comme nous l'a confirmé une source ayant souhaité conserver l'anonymat. La chute du rouble et les contraintes budgétaires auxquelles faisait face le projet sont très certainement à l'origine de la diminution des responsabilités de certains postes. Toutefois, les exigences des partenaires restent les mêmes. En 2014, Abov fait par exemple appel à Timothy Balding, ancien directeur général des Affaires internationales de WAN-IFRA², reconverti en consultant, afin de relire les suppléments de plusieurs éditions en anglais et français. Balding décrit la responsabilité qui lui est attribuée la même année de la façon suivante, tout en se remémorant ses impressions des suppléments :

In RBTH, I found an exciting team of young, ambitious, free-minded journalists who had nothing much in common with the sombre Russian past and its remaining manifestations. [...] My job was to judge whether the journalistic standards - in terms of language, story structure, impartiality, independence, balance and so on - were up to so-called 'Western' levels or to advise what could be improved to achieve that. With this objective, I submitted comprehensive, story-by-story reports on all these products. [...] In general, the quality of reporting was very high³.

Ces propos provenant d'un acteur important du monde de la presse internationale suggèrent que l'intégrité éditoriale de *RBTH* aurait été conservée malgré le contexte de durcissement de la politique étrangère russe. Si notre étude de la ligne éditoriale du média porte sur une période bien plus large que celle de 2014, nous souhaitons

¹ Déclaration d'Evgueni Abov publiée le 19 mars 2014 dans l'insertion du *Figaro*, p.1. Disponible sur issuu.com et dans notre corpus.

² OLIVER, Laura, « *WAN-IFRA loses director general Timothy Balding* », journalism.co.uk, 26 octobre 2010.

³ Réponse par courriel de Timothy Balding, 26 avril 2022.

apporter à la connaissance du lecteur cette tension afin qu'il soit en mesure de mieux appréhender notre étude qui s'articule autour de deux grandes parties. La première est consacrée aux articles économiques du média et la seconde aux articles destinés à favoriser un rapprochement politique et culturel entre la France et la Russie.

1) La Russie, une terre d'opportunités économiques où il fait bon vivre malgré tout

Dans sa documentation commerciale, *RBTH* identifie les « top managers et fonctionnaires d'État », les « hommes d'affaires internationaux », les « lobbyistes professionnels et les agences RP [Relations Publiques]¹ » parmi ses cibles principales. En cohérence avec cette cible, les sujets portant sur l'actualité intérieure russe, ainsi que ceux traitant de sujets commerciaux ou financiers impliquant d'une manière ou d'une autre la Russie sont fréquents. Ils sont souvent présentés en Une de couverture ou dans les premières pages suivantes. Ils prennent la forme d'articles, de compilations de brèves, comme la rubrique « En bref », ainsi que d'entretiens avec des représentants d'institutions économiques comme la Chambre de commerce et d'industrie franco-russe (CCI France-Russie) et avec des expatriés. De manière générale, les articles restent relativement factuels et offrent des grilles de lecture qui permettent à un profane de la Russie et du domaine économique de saisir les grands enjeux dont il est question. Si la plupart sont relativement équilibrés, d'autres sont à l'évidence par omission ou par excès d'optimisme plus alignés avec les intérêts de politique étrangère du pays.

a) Expliquer l'actualité économique intérieure russe

La part des articles consacrés à l'actualité économique intérieure russe est importante. Elle permet de renseigner le lecteur sur des dossiers proprement russes et révéler des pratiques locales ou opportunités d'investissements. Elle sert aussi à valoriser certains grands dossiers liés à l'énergie, la recherche ou aux projets de « modernisation » de l'économie russe dont le président Dmitri Medvedev s'était fait le grand porteur. Dans le supplément inaugural de *La Russie d'Aujourd'hui* datant de novembre 2009, un article intitulé « Vous

¹ Disponible sur www.slideshare.net/RussiaNow.

reprenez bien du Yamal ? » extrait du *Magazine Expert*, « faisant autorité dans la presse économique¹ », décortique les intérêts cachés « derrière [une] invitation généreuse » adressée aux compagnies pétrolières étrangères par le Président Directeur Général (PDG) de Gazprom et le ministère russe de l'Énergie. Si l'auteur souligne que le marché du Gaz de Pétrole Liquéfié (GPL) « devrait doubler d'ici à 2020 », il n'hésite pas à expliciter la raison pour laquelle la Russie lance cet appel d'offre. En effet, il souligne que le pays souffre d'un « déficit technologique » pour accéder aux gisements enfouis dans la péninsule du Yamal au nord de la Sibérie. Grâce à ces éléments, le lecteur est ainsi en mesure de saisir les intérêts russes. Quelques mois plus tard, en février 2010, les Jeux Olympiques (J.O.) de 2014 à Sotchi font l'objet d'un article de Kevin O'Flynn, journaliste au *Guardian*. Avec humour, il éveille la curiosité du lecteur à l'égard de cet événement majeur pour la Russie qui avait emporté son organisation en 2007². Le drapeau « très chargé » de la ville où « figurent non seulement un palmier et un soleil mais aussi un nuage lâchant des flocons de neiges » fait ainsi l'objet d'une mention spéciale tout comme les bienfaits de la rénovation de la ville estimée à 6,25 milliards de dollars. Il n'en reste toutefois pas à ce constat positif et reconnaît que « [c]ertains ont de bonnes raisons de renâcler ». Les campagnes d'expropriation, les enjeux écologiques et la corruption constituent ainsi les dérives de l'évènement que désigne le journaliste pour laisser au lecteur la possibilité de se forger son propre avis sur le sujet.

Un autre dossier du même rang que celui des J.O. fait l'objet d'un traitement régulier dans les pages de *La Russie D'Aujourd'hui*, celui de la technopole de Skolkovo, dite « Silicon Valley russe », située dans la province de Moscou. À l'image d'un article de *Libération* qui la décrit en avril 2012 comme « un projet ambitieux qui dissimule mal la crise de la science russe¹ », *RBTH* dresse une couverture relativement nuancée du sujet. Dans un article paru en avril 2010, une experte interrogée par un journaliste de *RBTH* regrette en effet qu'il n'y ait pas d'université scientifique à proximité du site et met en garde contre le risque que la technopole devienne un « paradis fiscal à domicile » en référence aux « bouquets de rabais fiscaux » accordés par l'État russe aux investisseurs du projet. Un an plus tard, deux articles, dont un intitulé « Les jeunes pousses russes à l'assaut du marché international » rédigés par d'autres journalistes de *RBTH* abondent dans le sens du projet.

¹ Page consacrée à *Magazine Expert*. Disponible sur courrierinternational.com.

² « Sotchi 2014 : Poutine remporte les Jeux olympiques d'hiver », *Courrier international*, 5 juillet 2007.

« À l'automne 2011, nous avons reçu une subvention de près de 1,5 millions d'euros de la Fondation Skolkovo » se réjouit un dirigeant d'entreprise dont les propos clôturent sans nuance l'un des articles. Ainsi, aucune piste de réflexion ou contradiction n'est apportée au lecteur dans le cadre de ces deux articles, une omission qui affaiblit leur qualité journalistique.

S'il est difficile de dresser des généralités sur les articles économiques de *RBTH*, des dérives thématiques sont observables lors de l'année 2014 durant laquelle la Russie intervient militairement dans plusieurs territoires ukrainiens et viole le droit international en annexant la Crimée. Bien que les sujets militaires ne soient pas le domaine de prédilection de *La Russie d'Aujourd'hui*, un article paru en mai 2014 lance sans ambages en guise d'introduction que « l'Ukraine a reçu une part disproportionnée de l'héritage militaire soviétique ». Sans expliquer l'origine de ce qu'il perçoit comme étant une « concurrence » militaire entre la Russie et l'Ukraine, l'auteur prétend que la séparation des pôles du complexe militaro-industriel de chacun leur serait « fatale » et n'hésite pas à les décrire comme des « frères siamois ». Cette terminologie ne va pas sans rappeler la rhétorique impérialiste des « petits frères² ». Face à ce type de contenu, qui ne remplit plus la mission de « connaissance sur la Russie » du projet, le lecteur est susceptible de relativiser la gravité des agissements du pays en Crimée.

b) Une attention portée aux affaires franco-russes

Si l'actualité économique intérieure russe est pertinente pour la cible française de *RBTH*, les sujets portant sur les affaires franco-russes le sont davantage et permettent de souligner les convergences économiques entre les deux pays. Comme pour les sujets liés à l'actualité intérieure russe, la plupart des articles proposent des grilles de lecture permettant une compréhension nuancée des événements. Ainsi, dans le supplément inaugural de novembre 2009, un journaliste de *RBTH* évoque un sujet sensible, celui des négociations engagées entre le Kremlin et le constructeur automobile français Renault au sujet du sort d'AvtoVAZ, entreprise lourdement endettée, dont le fleuron français avait racheté 25 % du capital en février 2008. Reconnaisant que le Kremlin fait preuve de tactiques

¹ DESPIC-POPOVIC, Hélène, « Les Russes creusent leurs Silicon Valley », *Libération*, 25 avril 2012.

² ELTCHANINOFF, 2015, *op. cit.*, p.57.

contradictoires à l'égard de Renault, l'auteur souligne que « [l]a fermeture de l'usine entraînerait une catastrophe sociale dont le spectre fait trembler le Kremlin ». En même temps, d'après lui, « les Lada auraient depuis longtemps disparu » sans les mesures protectionnistes russes. Cités par le journaliste, les propos de l'économiste français Jacques Sapir qui se prononce en faveur de l'exportation de davantage de « compétences françaises » en Russie permet de clore le sujet et ne verrouille pour autant pas la réflexion du lecteur. Nous constatons le même traitement en février 2010 dans l'article « Les technos françaises bienvenues » illustré par une photo d'un navire porte-hélicoptères de type Mistral amarré à Moscou. La journaliste passe ainsi en revue les grands dossiers franco-russes, comme celui de la participation de l'entreprise d'énergie Total à l'exploration du gisement gazier de Chtokman ou encore celle du constructeur Vinci dans la réalisation de l'autoroute reliant Moscou à Saint-Petersbourg. Au sujet du transfert de technologies spatiales, elle souligne toutefois les réserves d'une chercheuse au CNRS qui affirme qu'« entre la France et la Russie, la confiance mutuelle n'est pas suffisante », un commentaire qui révèle les limites de certaines coopérations et laisse ainsi une impression plus juste au lecteur. Moins fréquemment évoquée, l'expansion de sociétés russes en France font parfois l'objet d'articles non sans dérives. En mars 2013, une journaliste *RBTH* se penche sur le cas du rachat d'une fonderie d'acier moulé dans le Nord de la France par Uralvagonzavod, décrit comme « le plus important producteur russe de wagons, de machines ferroviaires et de tanks ». En somme, c'est une entreprise d'armement. Toutefois, ce terme n'apparaît pas dans l'article qui se contente de dresser à l'aide du communiqué de presse le récit d'« [u]ne collaboration qui a de la trempe ». Au regard de ces omissions, le lecteur n'est ainsi pas en mesure de s'interroger sur les enjeux de sécurité que pourrait présenter un tel rachat.

c) Le poids des témoignages et des *success stories* dans la représentation favorable du pays

« *The most effective spokesmen for the United States are not Americans but indigenous surrogates who understand America's virtues as well as our faults*¹ » rappelle Nye en 2004 afin de souligner l'importance de laisser aux étrangers le travail de présenter un pays. Au regard des nombreux témoignages d'expatriés français recueillis dans les pages de *La Russie d'Aujourd'hui*, il est évident que l'équipe éditoriale comprend les bienfaits d'une

¹ NYE, 2004, op. cit., p.122.

telle stratégie. En effet, ces témoignages permettent aux lecteurs songeant à l'expatriation en Russie ou désireux de créer leur entreprise d'obtenir des avis éclairés sur le sujet. Ces récits prennent différentes formes et sont souvent accompagnés de photos. Ainsi, le supplément inaugural de novembre 2009 fait valoir les témoignages nuancés et précis de professionnels issus de différents domaines. Un banquier se réjouit en effet de la proximité du pays à la France et des « impôts à 13 % ». À propos des Russes, il confirme : « ce sont des gens entiers, pas des calculateurs ». Le constat est semblable pour le second, un collectionneur d'art contemporain russe, décrit comme un « pilier du milieu ». À propos de son statut d'expert en art russe de nationalité étrangère, il remarque : « [c]e serait inimaginable en France, qu'un Russe débarque pour montrer l'art français aux Français ». S'il se réjouit de l'ouverture des habitants, il n'hésite pas à reconnaître que « [l]a vie en Russie est chaotique », une nuance qui confère d'autant plus d'authenticité à son récit. Si les témoignages de professionnels illustrent le charme de vivre en Russie, ceux d'experts dans le domaine de la coopération internationale apportent une vue de l'intérieur et livrent des conseils précieux aux lecteurs. En juillet 2011, *RBTH* consacrait ainsi un entretien à Élisabeth Puissant, directrice d'Ubifrance (désormais connu sous le nom de Business France). Décrivant le service de la Mission économique française en Russie comme un « facilitateur », Puissant valorise sa capacité à « capter les signaux faibles du marché » et à « orienter les entreprises vers le bon contact », des arguments rassurants qui rendent d'autant plus attrayante la perspective d'un développement en Russie. Ubifrance facilite en effet le portage des nouveaux entrants par des grands groupes français « que les Russes connaissent déjà » ajoute Puissant.

En complément de ces témoignages d'ordres plus ponctuels ou techniques, les nombreuses *success stories* d'expatriés français permettent de faire découvrir au lecteur le potentiel insoupçonné d'une région ou d'un secteur à l'image du récit datant d'avril 2010 de Franck Duseigner, vigneron bordelais s'étant expatrié dans la province de Krasnodar, désormais « considérée comme la principale région productrice de vin russe ». Il reprend en 2003 l'exploitation du Château Le Grand Vostock, qu'il décrit comme un « projet exceptionnel ». Selon les mots de la journaliste, Duseigner a su réorienter « le goût des consommateurs locaux » autrefois tournés vers les vins fortifiés. L'article précise que les autorités locales se montrent favorables à ce type d'initiative et qu'« il y a de belles perspectives » en Russie selon les mots de Duseigner. Les *success stories* sont aussi mobilisées après les événements de 2014 pour rassurer le lecteur sur la poursuite des

opportunités économiques en Russie. Un article intitulé « Le marché russe reste attractif vu de la France » évoque ainsi le développement de trois jeunes entreprises françaises dans le pays. Par la voix de son co-fondateur, on apprend ainsi que le succès du site StarOfService repose sur le recrutement de Russes et que « [l]’intérêt pour les nouvelles technologies est énorme en Russie ». L’article indique, par ailleurs, que la plateforme de covoiturage BlaBlaCar a, quant à elle, bénéficié du marché des « 80 millions d’utilisateurs de plus de 16 ans » qui affectionnent le commerce en ligne.

Les suppléments *La Russie d’Aujourd’hui* offrent ainsi une couverture de l’actualité économique intérieure russe ajustée aux attentes des lecteurs français. Destinés à présenter la santé économique de la Russie tout en soulignant les opportunités d’investissements locales, ces articles conjuguent avec aisance un projet d’information et de communication. Les témoignages d’expatriés français vivant en Russie ainsi que ceux de professionnels avisés participent, quant à eux, à rapprocher le lecteur d’un pays lointain et opaque. Toutefois, au regard de certaines dérives, l’évocation de sujets militaires étant le grand écueil, il est indéniable que la mission d’information de ces suppléments se confond parfois avec les intérêts du pouvoir russe.

2) Œuvrer au rapprochement politique et culturel entre la France et la Russie

La thématique du rapprochement politique et culturel entre la France et la Russie est susceptible de toucher l’ensemble des lecteurs du supplément. S’ajoutent ainsi aux cibles précédemment citées les « principaux médias » français, « les experts de la Russie », « les centres de recherche scientifiques » et les « centres culturels et éducatifs¹ ». Cet enjeu est traité de manière complexe par le supplément puisqu’on assiste à une coexistence des positions issues de la société civile et de celles du gouvernement. Si ces postures sont parfois similaires, elles fragilisent la crédibilité des informations sans toutefois s’apparenter à de la propagande « épaisse ». Les sujets culturels, quant à eux, sont destinés à faire émerger des convergences entre la France et la Russie par le recours à l’humour, par la représentation de la société contemporaine russe et par la mobilisation, parfois

¹ Disponible sur www.slideshare.net/RussiaNow.

maladroite, de certains épisodes de l'histoire russe, quitte à sombrer dans des travers constatés au sein des autres entités de la diplomatie publique russe.

a) Expliquer et nuancer les positions politiques russes

Les enjeux de politique intérieure et extérieure de la Russie sont souvent traités par des tandems d'articles, l'un permettant ainsi d'apporter la contradiction à l'autre de façon symétrique ou par le biais d'un sujet périphérique. Ainsi, le supplément inaugural de novembre 2009 propose un tandem de deux articles aux tonalités radicalement opposées. Le premier est une tribune rédigée par Mikhaïl Gorbatchev, dernier dirigeant de l'URSS et prix Nobel de la Paix. Intitulé « En finir avec la Guerre froide », le texte plaide en faveur de la proposition de loi soumise par la Russie à l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), pour un nouveau « traité de sécurité européenne ». Gorbatchev se désole de l'émergence d'un « mur de méfiance » à l'égard de son pays. D'après lui, la constitution d'une « Europe par l'Ouest » est un frein à la « renaissance de la Russie ». Il interpelle ainsi les lecteurs : « [d]e quelle Russie avez-vous besoin ? Forte, vraiment autonome, ou simplement d'un fournisseur de ressources qui 'sait rester à sa place' ? ». Ces propos en faveur d'un texte décrit par la presse internationale comme défendant le « droit de regard¹ » russe sur sa zone d'influence traditionnelle sont sans ambages. La tonalité du second article tiré du quotidien *Vedomosti*, une référence dans le monde des affaires et de la finance², permet d'équilibrer l'orientation du premier. Rédigé par le politologue, Andreï Kolesnikov, ancien directeur adjoint de *Novaïa Gazeta*³, il s'intitule « Le carburant de la démagogie ». « Les cotes actuelles transforment nos dirigeants en créatures célestes » déplore-t-il en citant explicitement le « tandem Medvedev-Poutine ». Il se prononce ainsi en faveur du « jeu de la concurrence politique » et invite à rappeler à l'État russe la valeur du « bien public ». Un autre tandem d'articles intitulé « Poutine-Obama : c'est reparti ! » publié en novembre 2012 confronte les avis de deux politologues « de bords différents » sur les relations entre les deux dirigeants. Ainsi, interrogé sur le *Magnitsky Act* destiné à sanctionner les Russes soupçonnés d'être

¹ NOUGAYRÈDE, Natalie, « Moscou présente son traité de sécurité en Europe », *Le Monde*, 1^{er} décembre 2009.

² Page consacrée à *Vedomosti*. Disponible sur courrierinternational.com.

³ Biographie disponible sur carnegiemoscow.org.

impliqués dans la mort de l'avocat éponyme¹, Alexei Pouchkov, président du comité de la Douma d'État pour les Affaires internationales, n'hésite pas à affirmer « [e]n Amérique, les lois antirusses sont une tradition ». De son côté, Alexei Malachenko du Centre Carnegie de Moscou² rappelle que « [l]a Maison Blanche n'a aucune envie de créer des tensions ». Tandis que Malachenko se montre prudent dans la caractérisation des objectifs du Kremlin, Pouchkov n'hésite pas à présenter Poutine comme un interlocuteur ouvert : « [c]onnaissant le caractère de Poutine, j'imagine que si son homologue américain se montre prêt à passer à des relations constructives, il y fera bon accueil ». Malachenko se montre, quant à lui, plus sceptique en rappelant qu'il « n'y a jamais eu de grand amour » entre les chefs d'État et que Poutine s'entendait mieux « au niveau personnel » avec les prédécesseurs républicains d'Obama. Ces échanges nuancés offrent ainsi au lecteur la possibilité de tirer ses propres conclusions sur les relations diplomatiques entre la Russie et les États-Unis.

Si les articles politiques opérant en tandem sont fréquents dans les suppléments, la présentation des positions officielles est aussi de rigueur, *RBTH* ne se cachant pas d'être un journal étatique russe. Ainsi, en octobre 2012, *RBTH* publie un entretien de Sergueï Lavrov réalisé par une journaliste de *Kommersant* dans lequel le ministre des Affaires étrangères russes s'exprime sur l'expulsion survenue le même mois de l'United States Agency for International Development (USAID). Si Lavrov fournit des explications consensuelles et présente cette expulsion comme un moyen de faire respecter les « principes d'égalité et de respect mutuel », les questions de la journaliste qui obtiennent des réponses défensives sont tout autant porteuses de sens : « Les fonds d'aide européens oeuvrant en Russie ne sont-ils pas menacés ? », « Pourquoi la plupart des occidentaux ont-ils une image essentiellement négative de la Russie ? ». Quelques mois plus tard, en mars 2013, un article synthétise la rencontre entre Poutine et le président français François Hollande à Moscou sous forme de schéma présentant les principaux contrats économiques signés. En effet, d'après le journaliste de *RBTH*, l'évènement a « gommé les dissonances politiques » survenues à propos de la Syrie lors du G8³ et l'heure était au « pragmatisme ». Si le journaliste reconnaît que « [l]es neuf contrats signés lors de la rencontre ne représentent pas une grosse moisson », Jacques Sapir, cité dans l'article, espère un « rapprochement rapide entre

¹ Projet de loi sur congress.gov.

² Biographie disponible sur carnegiemoscow.org.

³ HIAULT, Richard, « Au G8, Poutine isolé face à ses pairs sur le dossier syrien », *Les Échos*, 18 juin 2013

les deux pays ». Nous voyons ainsi comment *RBTH* conjugue des positions officielles avec des positions plus nuancées sur la politique intérieure et extérieure russe.

b) Mettre en exergue la voix de l'opposition et les tentatives de remise en question de l'État russe

Pour Marcel van Herpen, « *[t]he 'critical' texts in the supplement are meant to mollify the Western reader so that he is also ready to take in the other texts*¹ ». Sans préciser à quels « autres textes » il fait référence, van Herpen estime en effet que les articles consacrés à l'opposition dans les insertions de *RBTH* ont pour fonction principale de réduire la dissonance cognitive que pourrait générer l'exposition à des textes plus officiels². Il n'hésite ainsi pas à qualifier le projet de « désinformation active ». Si cette analyse est convaincante, elle prête au projet des intentions excessivement sournoises quand bien même *RBTH* ne dissimulait ni sa mission, ni sa provenance, ni sa maison-mère. Par ailleurs, elle surestime la présence de textes politiques au sein des pages du média. Toutefois, pour explorer cette tension, nous proposons d'étudier les articles consacrés à la thématique de la corruption. En 2010, période coïncidant avec le lancement de *RBTH*, la Russie occupait la 154^{ème} place dans le classement de l'Indice de Perception de la Corruption publié par Transparency International et obtenait un score de 2,1 sur 10³. *RBTH* tente à l'évidence de corriger cette image largement relayée dans la presse internationale et portant préjudice à l'insertion du pays dans l'économie mondiale. Les suppléments proposent ainsi des récits et portraits de figures de lutte contre ce phénomène. S'ils n'hésitent pas à parler d'histoires peu valorisantes pour le pays, certains articles n'échappent pas en effet à l'écueil de promouvoir la ligne officielle. Un article se penche ainsi en février 2010 sur le parcours de Nikita Belykh, ancien militant de l'opposition libérale et proche de Boris Nemtsov, devenu gouverneur de Kirov, une ville au nord-est de Moscou, en décembre 2008. Le décrivant comme un « réformateur », la journaliste Anna Nemtsova souligne que dès son arrivée « [i]l autorise les manifestations urbaines de toutes sortes, interdites jusqu'alors », contribue à rénover l'infrastructure locale et instaure un strict contrôle des dépenses. Selon elle, cette façon de gouverner au plus près de la

¹ VAN HERPEN, 2016, *op. cit.*, p.75.

² *Ibid.*

³ Rapport d'indice de perception de la corruption, 2010, Transparency International (IT).

population relève d'un « jamais vu en province ». Si l'article s'achève avec optimisme en associant Belykh à une « nouvelle génération de politiciens », il aurait été pertinent d'étudier les motifs derrière sa nomination, que l'on pourrait attribuer à une volonté

d'écarter de la sphère moscovite un opposant vigoureux au gouvernement. Quelques mois plus tard, en mai 2011, *RBTH* consacre un article à une femme d'affaires placée en détention provisoire pendant sept mois après avoir refusé de céder à une tentative d'extorsion exercée sur sa société par des fonctionnaires de police. Elle n'hésite pas à parler d'une « guerre » livrée contre le milieu des affaires. Sans détour, le journaliste rejoint ce tableau obscur en précisant que « des milliers » de personnes seraient dans une situation similaire et peu ont de chance d'être acquittés. Si l'article fait valoir la position de la société civile russe à l'égard de ce sujet, une synthèse de « mesures de Medvedev » pour endiguer ce phénomène – dont l'avancée n'est pas décrite – accompagnent l'article, comme celle d'encourager le parquet à se saisir d'affaires relayées par les médias. Ce sujet est toujours d'actualité dans le supplément de juillet 2011 comme le révèle l'article « L'opposition émerge et change de visage » relatant le parcours de deux militants « francs-tireurs », dont celui de l'avocat Alexeï Navalny, « qui s'est fait un nom dans la lutte contre la corruption ». Le décrivant comme un « orateur charismatique », le journaliste souligne les moyens d'expression limités dont il dispose, l'accès aux chaînes de télévision « contrôlées par le Kremlin » lui étant interdit. Dressant le portrait d'un militant sincère, il met en exergue la lucidité d'un homme qui ne se « désarme » pas face au défi électoral contre le parti de la Russie unie. À ce type d'article optimiste s'ajoutent des analyses plus froides, comme celle proposée en septembre 2012 par *Kommersant* et republiée par *RBTH* portant sur deux projets de loi visant à contrôler et limiter les actifs étrangers détenus par les officiels russes. Si un député interrogé se montre optimiste et promet le « durcissement » des mesures de contrôle, l'article relève le scepticisme d'un autre député qui avoue « les officiels vont simplement mieux cacher [leurs actifs], d'autant que la plupart en ont déjà l'habitude ». Malgré ces difficultés, l'article fait valoir que 66 % de Russes interrogés par le Fonds Opinion publique sont « pour l'interdiction des comptes en banque et des biens immobiliers à l'étranger ». À travers ces articles, *RBTH* tente ainsi de dépeindre la Russie comme un pays en voie de modernisation tout particulièrement du point de vue de la justice dans une optique de rassurer le lecteur.

c) Révéler et encourager les convergences culturelles entre la Russie et la France

Le lancement de *RBTH* à la fin de l'année 2009 et au début de l'année 2010 coïncide avec l'Année croisée France-Russie, décrite comme une « occasion d'évoquer les liens historiques qui unissent les deux pays, d'encourager les rencontres et les coopérations inédites, et de susciter un vaste débat d'idées¹ ». Dans cet esprit, le supplément propose une variété de rubriques désignant directement ou indirectement les convergences culturelles entre les deux pays. Le numéro inaugural de *La Russie d'Aujourd'hui* paru en novembre 2009 est ainsi consacré à la mode, apanage de la culture française dont se saisit *RBTH* pour entamer sa conquête du pays. Un article intitulé « Retour vers l'élégance... » rédigé par le spécialiste de la mode, Godfrey Deeny, assure ainsi que « [d]epuis ses débuts en 2005, la RFW [*Russian Fashion Week*] est devenue une manifestation fort respectable, soutenue par la réputation mondiale de Moscou ». Un autre article dans le même esprit se penche sur la réouverture de la maison de couture Irfé, fondée en 1924 par la princesse russe exilée à Paris Irina Romanova et ravivée en 2008 par la mannequin biélorusse, Olga Sorokina. La tonalité optimiste de ces articles est contrebalancée par le constat du président de RFW qui reconnaît avec lucidité : « la mode russe est trop jeune pour pouvoir espérer des succès commerciaux significatifs. Nous avons un grand nombre de maisons vraiment vieux jeu et incapables de produire autre chose que des robes de mariées ». Grâce à ces témoignages nuancés, le média ne sombre pas dans l'éloge aveugle de la culture contemporaine russe et en propose ainsi une analyse plus fine. Au-delà de la mode, d'autres domaines permettent de faire découvrir la production artistique contemporaine russe. En février 2011, *RBTH* consacre un entretien à l'écrivaine dissidente Lioudmila Oulitskaïa récompensée le mois précédent par le « Prix Simone de Beauvoir pour la liberté de la femme ». Sans poser de questions trop compromettantes pour l'image du pays, la journaliste invite toutefois son interlocutrice à évoquer le cas de Mikhaïl Khodorkovski, homme d'affaires russe emprisonné en 2003 pour escroquerie et fraude fiscale¹ avec lequel Oulitskaïa entretient une correspondance. « C'est un homme d'affaires hors pair, brillant [...]. Khodorkovski disait que notre État était faible et j'en étais surprise. Puis j'ai compris qu'en fait la répression, les pressions sur les médias sont réellement des signes de la faiblesse d'un État » relate-t-elle à propos de ses échanges avec l'opposant. Quelques mois plus tard, en mai 2011, un article également rédigé par une journaliste de *RBTH* se penche sur le phallus géant « de près de 60 mètres » dessiné par le collectif russe Voïna sur un pont de Saint-Petersbourg. Choissant de ne pas diffuser la photo de l'œuvre en question, pourtant

¹ Disponible sur culture.gouv.fr.

diffusée dans d'autres médias¹, l'article de *RBTH* résume l'objectif du *happening* – réformer la police « de façon radicale et sans compromis » – et propose une synthèse du « débat agité » survenu à la suite de l'évènement. La conclusion de l'article revient à l'initiateur de l'œuvre, le philosophe Oleg Vorotnikov, qui affirme vouloir « bousculer la société ». Un article plus récent, datant d'octobre 2015, cède la parole à Natalia Turine, journaliste et photographe résidant à Paris, pour parler de *Nostalgia*, son recueil de nouvelles d'écrivains russes. Turine évoque l'ambivalence d'une génération de Russes « qui voulait partir librement » de l'URSS pour rejoindre le « paradis » occidental. Le recueil porte notamment sur la condition de l'exil. Comme le souligne Turine, « même si on s'assimile et fait semblant, il y a toujours quelque chose qui nous ronge, chez nous les Russes ». Interrogée sur cette « double appartenance » et ce tiraillement, Turine affirme « [m]oi, je suis russe. Je fais la différence entre nationalité et citoyenneté. On peut critiquer son pays et revendiquer sa nationalité ». En proposant des articles consacrés à la culture contemporaine russe, *RBTH* fait ainsi émerger les revendications, les questionnements ou encore les difficultés auxquels font face les Russes expatriés en France. Ces articles offrent une représentation plurielle et complexe de la société russe loin des programmes consensuels des autres entités de diplomatie publique du pays. Au-delà des mots, *RBTH* fait aussi preuve d'innovation pour promouvoir des événements culturels par le biais d'un usage précoce des QR codes et d'offres gratuites en tout genre. Le média propose ainsi un coupon pour accéder gratuitement au Festival du cinéma russe d'Honfleur en octobre 2012. Le mois suivant, un concours offre des places pour accéder aux Saisons de la Gastronomie franco-russe à Monaco. En mars 2013, les lecteurs sont invités à gagner deux places pour la foire d'art contemporain Art Paris Art Fair.

En complément de ces articles destinés à faire découvrir la diversité de la culture contemporaine russe, plusieurs chroniques de fiction ou de récits personnels contribuent à établir des ponts culturels entre la Russie et la France. Les chroniques en miroir, « Sacrés Français » et « Sacrés Russes », sont par exemple une façon détournée de flatter les Français tout en soulignant le charme des Russes. Dans « Sacrés Français », la journaliste russe expatriée à Paris, Natalia Gevorykyan, partage le récit de ses expériences quasi-anthropologiques dans la capitale. Dans la chronique de février 2010, sa voiture tombe en panne. Tandis qu'elle précise qu'à Moscou, « [i]l aurait fallu pousser la voiture pour

¹ « Mikhaïl Khodorkovski, dix ans dans les prisons de Poutine », *Le Monde*, 19 décembre 2013.

essayer de la faire partir », à Paris, « c'est une promenade de cinq minutes jusqu'au premier minuscule garage, qui fait aussi station-service » nuance-t-elle. « Le patron m'ouvre grand ses bras et je me jette sur sa poitrine en espérant le salut, qui suit immédiatement » ajoute-t-elle de façon burlesque. Dans « Sacrés Russes », le chroniqueur expatrié à Moscou, François Perreault, imagine les mésaventures quotidiennes de « Jean-Pierre », Français lambda vivant en Russie. Dans la chronique « Palpitant séjour caucasien » de juin 2011, le protagoniste décide d'explorer la région du Nord-Caucase. Toutefois, inhabitué aux coutumes de voyages locales, il « s'étonne de subir un interrogatoire serré pour un vol intérieur », ainsi que « six-heures de garde à vue dans un local sans fenêtre ». Ses problèmes ne font que commencer. Chacune à leur manière, ces chroniques traduisent ce qui semblent être des incompatibilités culturelles pour mieux rapprocher les lecteurs français des Russes. Un autre billet, emprunté à *Rossiïskaïa Gazeta*, « Souvenirs, souvenirs » rédigé par l'auteur de romans d'espionnage Nikolaï Dolgoplov, décrit des anecdotes de rencontres et d'instantanés improbables. Ainsi, en mars 2010, Dolgoplov raconte sa rencontre – et les quelques verres de vin consommés – avec l'écrivaine française, Françoise Sagan. « Nous ne regardions plus nos montres. Sagan parlait, et moi j'ai éteint mon enregistreur » se remémore-t-il. Ainsi, ces récits drôles ou nostalgiques font office de confidences et rapprochent le lecteur de son homologue russe.

Si la culture contemporaine est évoquée avec pluralité et humour dans les pages de *RBTH*, force est de constater que le projet n'échappe pas à certains travers comme le révèlent les articles historiques et touristiques consacrés à la mémoire de l'armée russe ainsi qu'à la culture traditionnelle du pays. Ainsi, le supplément de juin 2014, mois du centenaire de la Première Guerre mondiale, est mobilisé pour évoquer la mémoire de ce conflit. Un article rédigé par le pigiste Dimitri de Kochko², affirme qu'« une idée très répandue dans la conscience historique occidentale veut que la Révolution d'octobre 1917 soit le résultat d'une défaite militaire de l'armée russe ». Cette posture défensive visant à dépasser les « stéréotypes » et la « désinformation », selon le terme qu'emploie un général interrogé par de Kochko pour reconstituer les faits, rompt avec la tonalité des autres articles de *RBTH*. En effet, sous couvert de plaider en faveur d'une reconnaissance des pertes humaines engendrées par ce conflit, l'article nourrit un ressentiment à l'endroit des « États » qui

¹ « En Russie, un pénis distingué », *Libération*, 11 avril 2011.

² Contrairement à ce qui est indiqué sur les suppléments, Dimitri de Kochko n'était pas « Conseiller de la rédaction » mais pigiste pour *RBTH*.

n'honorent pas cette mémoire. Cette mobilisation de l'histoire mémorielle se retrouve dans un autre article datant de mars 2013, pourtant destiné au tourisme, intitulé « Stalingrad, ville héroïque ». Il propose un itinéraire mémoriel de la ville en hommage à la bataille éponyme [p]our éprouver toute la grandeur et la peine, la souffrance et la fierté concentrées dans la pierre » lance sans détour la journaliste de *RBTH*. La culture contemporaine est ainsi écartée. Deux mois plus tard, la beauté des « églises en bois » russes dans la périphérie de Moscou, mais aussi dans des régions excentrées, font l'objet d'un article qui les présente comme les « symboles de la culture russe en voie de disparition ». Cette prédilection pour le patrimoine religieux se poursuit en décembre 2015 dans un article consacré à une église érigée en hommage à Saint Louis, apprend-on, qui « symbolise quatre siècles de présence française » en Russie.

La ligne éditoriale de *RBTH* repose avant tout sur une ambition de dépeindre la Russie comme un pays attractif tout particulièrement aux yeux des investisseurs français. Tandis que certains articles proposent une vulgarisation de l'actualité économique russe, d'autres soulignent le potentiel des propositions de coopération formulées par la Russie sans pour autant tomber dans la partialité. Les témoignages d'expatriés sont, quant à eux, mobilisés pour crédibiliser le discours porté par *RBTH* et donner de la substance à sa mission de promotion du pays. En complément de cette mission économique, celle de rapprocher la France de la Russie se fonde notamment sur un projet de remise en question de la société russe comme le révèlent les articles portant sur la lutte contre la corruption. Si les positions officielles coexistent avec celle de la société civile, elles sont présentées sans détour, ni tentative de dissimulation, une approche qui permet de conserver la crédibilité du média. Les grilles de lecture d'évènements politiques établies par des chroniqueurs aux positions opposées s'inscrivent eux aussi dans cette approche douce. Une source qui souhaite rester anonyme nous a indiqué qu'après l'assassinat du militant politique Boris Nemtsov, le 27 février 2015, *RBTH* a cessé d'évoquer frontalement les sujets politiques. Sans doute pour éviter de susciter une contradiction avec l'actualité intérieure russe, aucun supplément de *RBTH* n'est d'ailleurs paru en mars 2015. Enfin, l'évocation des convergences culturelles entre la France et la Russie est favorisée indirectement par la présentation de l'état d'esprit des Russes qui, comme les Français, s'interrogent et débattent, notamment à travers la production artistique, sur l'avenir du pays. Si la mobilisation de la culture contemporaine

russe est convaincante pour susciter une convergence culturelle, il n'est pas certain que l'évocation du passé russe en particulier militaire et de la spiritualité soit aussi efficace.

Conclusion

Contrairement au réseau RT qui avance masqué dans le monde médiatique avec une volonté de désorienter ses audiences, *Russia Beyond the Headlines* ne dissimule pas ses objectifs de communication. Si l'initiative est financée par un quotidien étatique russe, elle n'est pas pour autant la voix du Kremlin. Ce projet est piloté pendant près d'une décennie par Evgueni Abov, un professionnel qui ne fait pas partie de la culture journalistique de *Rossiiskaia Gazeta* et qui initie la rupture entre son équipe éditoriale et celle de *RBTH*. Par ailleurs, cette initiative fait l'objet d'un « droit de regard » exercé par des personnes mandatées par les différents médias qui insèrent le cahier dans leur journal. Enfin, le projet s'efforce de collaborer avec une variété de journalistes et de médias afin de produire des suppléments équilibrés. Dans ces conditions, le lecteur est en mesure d'accepter que des positions officielles lui soient présentées de temps à autre puisqu'elles sont généralement accompagnées d'une analyse ou d'une contradiction. En effet, soulignons la représentation non-négligeable de la société civile dans ce projet, qui cède la parole à des expatriés et recueille les témoignages de personnes incarnant une Russie plurielle et ouverte. Les écueils et les orientations traditionnelles que nous avons observés dans la ligne éditoriale sont sans doute à mettre en perspective avec la pression budgétaire importante que subit *RBTH* face à la croissance exponentielle du réseau RT. Si *RBTH* a su s'entourer de journalistes et d'analystes de haut vol, le projet n'est pas en mesure de recruter comme l'a fait la chaîne RT France le Frédéric Taddeï de la presse. C'est ainsi la discrétion de ce projet qui faisait son charme et sa puissance. En mettant un terme aux ponts diplomatiques que bâtissait depuis plusieurs années *RBTH*, la diplomatie publique russe se prive en 2016 d'un vecteur d'influence précieux où régnait la stratégie du temps long.

L'absorption en 2017 de *RBTH* par la maison-mère du réseau RT, TV-Novosti, place désormais son incarnation *pure player* renommée « *Russia Beyond* » sous la direction

« *de jure* » de Margarita Simonyan¹. Depuis cette fusion, les différents sites du média, « autrefois transparents² », ne font plus mention explicite de leur appartenance à l'État russe et préfère la désignation plus sobre d'« organisation autonome à but non lucratif 'TV-Novosti'³ » pour décrire leur direction. Interrogé en 2021 sur cette relation ambiguë, le rédacteur en chef du projet, Vsevolod Poulia, un ancien de *RBTH*, affirme pourtant « *we are definitely not a state agency* » et décrit une relation de « synergie » et de « complémentarité⁴ » entre son média et le réseau RT. À propos de la marge de manœuvre dont dispose *Russia Beyond*, il précise :

We do not cover politics based on the agreement that was made in 2017 to not cannibalize RT's audience and to attract a certain type of readership. That is the only limitation we have. We view ourselves as a glossy online magazine about Russia. It's more so about creating a 'feel good' mood for our readers which is why we cover social issues and differ from a general-interest publication⁵.

Ainsi, la couverture russocentrée de *Russia Beyond* se limite désormais à la promotion culturelle et à l'*infotainment*. Si les sites sont habilement conçus, l'image consensuelle qu'ils véhiculent du pays rappellent celle des autres entités de la diplomatie publique russe. La critique du pouvoir y est absente, tandis que l'évocation de la culture contemporaine est évoquée avec parcimonie. Les articles visant à adoucir l'image de Poutine ou à entretenir une nostalgie à l'égard de l'URSS sont également fréquents. Ces écueils entachent la crédibilité du média et tendent à confirmer son alignement aux exigences éditoriales de sa maison-mère. Cette présentation aseptisée de la Russie coïncide avec un net refroidissement des relations du pays avec le monde. L'interdiction de diffusion imposée par l'UE au réseau RT en mars 2022 dans un contexte d'agression militaire russe sans précédent de l'intégrité territoriale ukrainienne depuis le 24 février révèle au grand jour l'incapacité de la diplomatie publique russe à se distinguer clairement de la politique étrangère du pays.

¹ AUDINET, 2020, *op cit.*, p.365.

² *Ibid.*, p.321.

³ Voir par exemple la page d'accueil du site français, fr.rbth.com/about.

⁴ Entretien avec Vsevolod Poulia, Zoom, 21 avril 2021.

⁵ *Ibid.*

Bibliographie

- AUDINET, Maxime. « Une fabrique étatique du soft power : Acteurs et pratiques de l'influence par la diplomatie publique en Russie post-soviétique », thèse, Université Paris Nanterre, 2020.
- CHUPIN, Ivan. « Des médias aux ordres de Poutine ? L'émergence de médias d'opposition en Russie », *Savoir/Agir*, vol. 28, no. 2, 2014, p. 33-38.
- CULL, Nicholas J., « *Public Diplomacy : Taxonomies and Histories* », in *Annals of the American Academy of Political and Social Science*, vol. 616, n°1, 2008, p. 31-54.
- CULL, Nicholas J., « *Public Diplomacy before Gullion* », in SNOW, Nancy, TAYLOR, Philip M. (dir.), *Routledge Handbook of Public Diplomacy*, New York, Routledge, 2009, Chapitre 3, p. 19-23.
- DELCOUR, Laure. « Comment la Russie voit-elle le monde ? Éléments d'analyse d'une politique étrangère en mutation », *Revue internationale et stratégique*, vol. 68, no. 4, 2007, p.133-141.
- DE TINGUY, Anne. « La Russie et le monde : nouvelles représentations ? », Stéphane Courtois éd., *Sortir du communisme, changer d'époque*. Presses Universitaires de France, 2011.
- EVANS, David. « *Russia soft power cultivation in the United States of America : a media content analysis of Russia Beyond the Headlines* », thèse, université de Virginie occitene, 2015.

ELTCHANINOFF, Michel, *Dans la tête de Vladimir Poutine*, Arles, Actes Sud, 2015, 175 p.

GOLAN, J. Golan, VIATCHANONIVA, Evhenia, « *Gouvernement Social Responsibility in Public Diplomacy : Russia's strategic use of advertorials* », *Public Relations Review*, Volume 39, Issue 4, 2013.

HUYGHE, François-Bernard. « De la diplomatie publique à la guerre du vrai », *Hermès, La Revue*, vol. 81, no. 2, 2018, p. 192-197.

KASTOUÉVA-JEAN, Tatiana, *La Russie de Poutine en 100 questions*, Tallandier, Paris, 2018.

MATTELART, Tristan. « Russia Today et le renouveau de la diplomatie médiatique russe : De la projection mondiale du Kremlin à la « ré-information » en France », in *Annuaire français des relations internationales*, vol. 19, 2018, p. 944-945.

NYE, Joseph S., Jr., *Bound to Lead : The Changing Nature of American Power*, New York, Basic Books, 1990, 308 p.

NYE, Joseph S., Jr., *Soft Power : the Means to Success in World Politics*, New York, Public Affairs, 2004, 192 p.

RAVIOT, Jean-Robert (dir.), *Russie : vers une nouvelle Guerre froide ?*, Paris, La Documentation française, Doc en poche n°54, 2016, 188 p.

TEURTRIE David. *Russie : le retour de la puissance*. Malakoff : Armand Colin. 2021, 221 p.

TOKMAKOV, Anatoly. « Les médias russes à destination de l'étranger », in *Revue Russe* n°37, 2011. L'auto-construction de l'image de la Russie et de la France au fil du temps. p. 75-86.

VAISSIÉ, Cécile. *Les Réseaux du Kremlin en France*, Paris, Les Petits Matins, 2016,

224 p.

VAN HERPEN, Marcel H., *Putin's Propaganda Machine : Soft Power and Russian Foreign Policy*, Lanham, Rowman & Littlefield Publishers, 2016, 336 p.

VAN HERPEN, Marcel H, *Putin's Wars : The Rise of Russia's New Imperialism*, Second Enlarged Edition, Lanham, Boulder, New York, London: Rowman & Littlefield, 2015, 317 p.

WILSON, Jeanne. « Soft Power : A Comparison of Discourse and Practice in Russia and China », in *Europe-Asia Studies*, vol.67, n°8, 2015.

ZAKHAROVA, Maria, NICOLAS, Pauthe. « La liberté de la presse et des médias en Russie », *Droit et société*, vol. 93, no. 2, 2016, p. 437-452.

Corpus

Suppléments publiés dans *Le Figaro*

- *La Russie d'Aujourd'hui*, 18 novembre 2009, 8 p.
https://issuu.com/larussiedaujourd'hui/docs/2009_11_lf_l_all
- *La Russie d'Aujourd'hui*, 17 février 2010, 12 p.
https://issuu.com/larussiedaujourd'hui/docs/2010_02_lf_all
- *La Russie d'Aujourd'hui*, 17 mars 2010, 12 p.
https://issuu.com/larussiedaujourd'hui/docs/2010_03_lf_l_all
- *La Russie d'Aujourd'hui*, 27 avril 2010, 12 p.
https://issuu.com/larussiedaujourd'hui/docs/2010_04_lf_all
- *La Russie d'Aujourd'hui*, 18 mai 2011, 8 p.
https://issuu.com/larussiedaujourd'hui/docs/2011_05_lf_all
- *La Russie d'Aujourd'hui*, 15 juin 2011, 8 p.
https://issuu.com/larussiedaujourd'hui/docs/2011_06_lf_all
- *La Russie d'Aujourd'hui*, 20 juillet 2011, 8 p.
https://issuu.com/larussiedaujourd'hui/docs/2011_07_lf_all
- *La Russie d'Aujourd'hui*, 19 septembre 2012, 8 p.
https://issuu.com/larussiedaujourd'hui/docs/2012_09_lf_all
- *La Russie d'Aujourd'hui*, 17 octobre 2012, 8 p.

https://issuu.com/larussiedaujourdhui/docs/2012_10_lf_all

- *La Russie d'Aujourd'hui*, 21 novembre 2012, 8 p.

https://issuu.com/larussiedaujourdhui/docs/2012_11_lf_all

- *La Russie d'Aujourd'hui*, 20 février 2013, 8 p.

https://issuu.com/larussiedaujourdhui/docs/2013_02_lf_all

- *La Russie d'Aujourd'hui*, 20 mars 2013, 8 p.

https://issuu.com/larussiedaujourdhui/docs/2013_03_lf_all

- *La Russie d'Aujourd'hui*, 17 avril 2013, 8 p.

https://issuu.com/larussiedaujourdhui/docs/2013_04_lf_all

- *Russia Beyond the Headlines*, 21 mai 2014, 8 p.

https://issuu.com/larussiedaujourdhui/docs/2014_05_lf_all

- *Russia Beyond the Headlines*, 18 juin 2014, 8 p.

https://issuu.com/larussiedaujourdhui/docs/2014_06_lf_all

- *Russia Beyond the Headlines*, 17 septembre 2014, 8 p.

https://issuu.com/larussiedaujourdhui/docs/2014_09_lf_all

- *Russia Beyond the Headlines*, 16 octobre 2015, 8 p.

https://issuu.com/larussiedaujourdhui/docs/2015_10new_lf_all

- *Russia Beyond the Headlines*, 13 novembre 2015, 8 p.

https://issuu.com/larussiedaujourdhui/docs/2015_11_lf_all

- *Russia Beyond the Headlines*, 16 décembre 2015, 8 p.

https://issuu.com/larussiedaujourdhui/docs/2015_12_lf_all

- *Russia Beyond the Headlines*, 30 mars 2016, 4 p.

https://issuu.com/larussiedaujourd'hui/docs/2016_03_lf_all

- *Russia Beyond the Headlines*, 20 avril 2016, 8 p.

https://issuu.com/larussiedaujourd'hui/docs/2016_04_lf_all

Table des matières

<i>Introduction</i>	<i>6</i>
<i>I. LA DIPLOMATIE PUBLIQUE RUSSE, UN DISPOSITIF AUX MAINS DE L'ÉTAT.....</i>	<i>17</i>
<i>I. RUSSIA BEYOND THE HEADLINES, UNE EXCEPTION AU SEIN DE LA DIPLOMATIE PUBLIQUE RUSSE ?</i>	<i>36</i>
<i>III. CONJUGUER L'INFORMATION ET LA COMMUNICATION : AU CŒUR DE LA LIGNE ÉDITORIALE DE LA RUSSIE D'AUJOURD'HUI</i>	<i>56</i>
<i>Conclusion</i>	<i>74</i>
<i>Bibliographie</i>	<i>76</i>
<i>Corpus.....</i>	<i>79</i>

Annexe 1 : Tableau des enquêtés

ENQUÊTÉS	FONCTION PASSÉE OU ACTUELLE	MOYEN	DATE	LANGUE	FORMAT ET DURÉE
Evgueni Abov	Directeur général adjoint pour <i>Rossiïskaïa Gazeta</i> et rédacteur en chef de <i>RBTH</i> de 2007 à 2016	Zoom	13/04/2021	Anglais	Individuel, semi-directif, 1h
Nora Fitzgerald	<i>Subeditor</i> pour l'insertion dans le <i>Washington Post</i> de 2009 à 2014	Zoom	16/04/2021	Anglais	Individuel, semi-directif, 1h
Vsevolod Poulia	Directeur numérique et éditorial de <i>RBTH</i> de 2008 à 2015, rédacteur en chef du site <i>Russia Beyond</i> depuis 2016	Zoom	21/04/2021	Anglais	Individuel, semi-directif, 1h
Lara McCoy	<i>Guest-editor</i> pour l'insertion dans le <i>New York Times</i> de 2011 à 2016	Zoom	16/03/2022	Anglais	Individuel, semi-directif, 1h
Katharine Weymouth	Directrice générale et éditrice du <i>Washington Post</i> de 2008 à 2014	LinkedIn	21/03/2022	Anglais	Échange par messages
Felipe Gil	<i>Subeditor</i> pour l'insertion de <i>Folha de S. Paulo</i> de 2010 à 2011	Zoom	28/03/2022	Anglais	Individuel, semi-directif, 1h
Flora Mussa	Rédactrice pour l'insertion du <i>Figaro</i> de 2014 à 2016	Zoom	30/03/2022	Français	Individuel, semi-directif, 1h30
Marina Darmaros	<i>Guest-editor</i> pour l'insertion de <i>Folha de S. Paulo</i> de 2011 à 2016	Téléphone	06/04/2022	Anglais	Individuel, semi-directif, 1h30
Evgueni Abov	Directeur général adjoint pour <i>Rossiïskaïa Gazeta</i> et rédacteur en chef de <i>RBTH</i> de 2007 à 2016	Zoom	08/04/2022	Anglais	Individuel, semi-directif, 1h30
Jean-Louis Turlin	<i>Subeditor</i> pour l'insertion du <i>Figaro</i> de 2009 à 2016	Zoom	09/04/2022	Français	En commun avec Flora Mussa, semi-directif, 2h
Philippe Gélie	Directeur adjoint de la rédaction du service International au <i>Figaro</i> depuis 2013	Téléphone	14/04/2022	Français	Individuel, semi-directif, 30min
Dimitri de Kochko	Pigiste pour <i>RBTH</i>	Zoom	21/04/2022	Français	Individuel, semi-directif, 1h
Timothy Balding	Ancien directeur général des Affaires internationales de WAN-IFRA, consultant pour <i>RBTH</i> de 2014 à 2016	Courriels	26/04/2022	Anglais	Échanges par écrit à la demande de l'enquêté

Annexe 2 : La configuration des bureaux à Moscou de *Russia Beyond the Headlines*¹



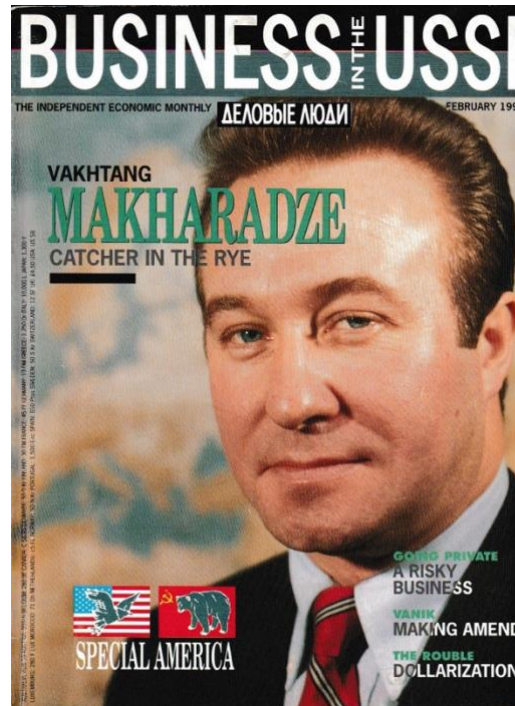
¹ Document fourni par Evgueni Abov.

Annexe 3 : Partenaires de *Russia Beyond the Headlines* (2007-2016)¹

MÉDIA	PAYS	DÉBUT	FIN
<i>The Times of India</i>	Inde	2007	2011
<i>The Daily Telegraph</i>	Royaume-Uni	2007	2016
<i>The Washington Post</i>	États-Unis	2007	2016
<i>Le Figaro</i>	France	2009	2016
<i>Jornal do Brasil</i>	Brésil	2010	2010
<i>Clarín</i>	Argentine	2010	2011
<i>Yomiuri Shimbun</i>	Japon	2010	2011
<i>Folha de S. Paulo</i>	Brésil	2010	2015
<i>Duma</i>	Bulgarie	2010	2015
<i>The Economic Times</i>	Inde	2010	2015
<i>La Repubblica</i>	Italie	2010	2015
<i>El País</i>	Espagne	2010	2016
<i>European Voice</i>	Royaume-Uni	2011	2012
<i>Süddeutsche Zeitung</i>	Allemagne	2011	2014
<i>Le Soir</i>	Belgique	2011	2015
<i>The International New York Times</i>	États-Unis	2011	2015
<i>The New York Times</i>	États-Unis	2011	2016
<i>South China Morning Post</i>	Chine	2012	2013
<i>Eleutheros Typos</i>	Grèce	2012	2014
<i>The Sydney Morning Herald</i>	Australie	2012	2015
<i>The Age</i>	Australie	2012	2015
<i>Joongang Ilbo</i>	Corée du Sud	2012	2015
<i>Al-Ahram</i>	Égypte	2012	2015
<i>Navbharat Times</i>	Inde	2012	2015
<i>Huanqiu Shibao</i>	Chine	2012	2016
<i>Mainichi</i>	Japon	2012	2016
<i>Geopolitica</i>	Serbie	2012	2016
<i>El Observador</i>	Uruguay	2012	2016
<i>The Wall Street Journal</i>	États-Unis	2012	2016
<i>La Nación</i>	Argentine	2013	2015
<i>Khaleej Times</i>	Émirats arabes unis	2013	2015
<i>Gulf News</i>	Émirats arabes unis	2013	2015
<i>The Nation</i>	Thaïlande	2013	2016
<i>The Phuket News</i>	Thaïlande	2013	2016
<i>Handelsblatt</i>	Allemagne	2014	2016
<i>Tageblatt</i>	Luxembourg	2014	2016
<i>Le Jeudi</i>	Luxembourg	2015	2016
<i>El Peruano</i>	Pérou	2015	2016
<i>Večernji list</i>	Croatie	2016	2016
<i>Politika</i>	Serbie		2014
<i>El País</i>	Chili		2015
<i>El País</i>	Mexique		2015
<i>La Razón</i>	Bolivie		2016
<i>Foreign Policy</i>	États-Unis		2016
<i>Deshbandu</i>	Inde		2016
<i>Nova Macedonia</i>	Macédoine du Nord		2016
<i>Nedeljnik</i>	Serbie		2016
<i>United Daily</i>	Chine		

¹ Ce tableau contient sans doute des erreurs. Nous l'avons soumis par courriel à l'ancienne directrice de la publicité de *RBTH*, Julia Golikova, mais elle n'a pas donné suite à nos relances.

Annexe 4 : Couverture et sommaire de *Business in the USSR*, février 1991, N°9¹



¹ Archives personnelles de Jean-Louis Turlin.

Résumé :

Depuis le second mandat de Vladimir Poutine, la diplomatie publique russe renaît de ses cendres. Tandis que les entités culturelles de ce nouveau dispositif se tournent en priorité vers « l'étranger proche » du pays, la chaîne RT revendique une approche « alternative » de l'information destinée à concurrencer l'offre des médias anglo-saxons. Si ces initiatives suscitent un grand intérêt puisqu'elles reflètent une conception ajustée du *soft power* au sommet de l'État, *Russia Beyond the Headlines* (RBTH) n'a jusqu'à présent fait l'objet d'aucune étude de recherche en France bien qu'il ait été une incarnation importante de ce dispositif.

Entre 2007 et 2016, RBTH, initiative financée par le journal officiel *Rossiiskaia Gazeta*, diffuse une fois par mois des suppléments en plusieurs langues destinés à « favoriser une meilleure connaissance de la Russie » au sein d'une quarantaine de titre de presse influents, parmi lesquels le *Washington Post*, le *Daily Telegraph*, *La Repubblica*, le *Süddeutsche Zeitung*, *Mainichi* ou encore *The Economic Times*. À partir de 2008, année du remaniement de la ligne éditoriale de RT, RBTH endosse seule la responsabilité de produire une information russocentrée, convergente avec l'actualité des pays au sein desquels elle se déploie.

Notre étude identifie la place qu'occupe RBTH au sein de ce dispositif d'influence. À l'aide de témoignages et d'analyses, nous montrons que le format partenarial de ce média lui permet de s'aligner avec les grands principes du *soft power*. L'étude des suppléments *La Russie d'Aujourd'hui* (renommés *Russia Beyond the Headlines* en mars 2014) diffusés au sein du *Figaro* de novembre 2009 à avril 2016 nous permet de relever les spécificités de la ligne éditoriale de ce projet axé notamment sur la coopération économique franco-russe, ainsi que le rapprochement politique et culturel.

Mots clés : Russia Beyond the Headlines – RBTH – La Russie d'Aujourd'hui – Diplomatie publique russe – Soft Power – Miagkaia Sila – Supplément

Nota : cette page, dernière de couverture, sera retournée avant reliure.